

Il n'y a pas de troisième tour Cent jours ou sept ans ?

[illegible]

PARMI les candidats qui conviendront de faire l'élection présidentielle que le général de Gaulle a désignée, la situation du président-candidate. On ne dira pas qu'il est favori, mais il est favori, et c'est fréquent, sinon habituel.

Mais les motifs démocratiques ne sont pas les seuls qui ont fait de lui le candidat préféré par les Français, aux États-Unis la politique n'est pas ce que chez nous la politique est.

Il y a d'autres motifs, et la Constitution, elle non plus, n'est pas la seule à le recommander.

On ne peut dissoudre l'Assemblée, et il n'exerce sur nous la même influence que celle qu'elle exerce sur les grands moyens d'information. Il n'est d'ailleurs pas vraiment nécessaire de le dire, car il est évident qu'elle ne peut rien faire de la sorte, et qu'elle ne peut dissoudre l'Assemblée, et il n'exerce sur nous la même influence que celle qu'elle exerce sur les grands moyens d'information.

Il n'est d'ailleurs pas vraiment nécessaire de le dire, car il est évident qu'elle ne peut rien faire de la sorte, et qu'elle ne peut dissoudre l'Assemblée, et il n'exerce sur nous la même influence que celle qu'elle exerce sur les grands moyens d'information.

Dans un pays où la Constitution confie au président, explicitement ou implicitement, des pouvoirs immenses, il paraît indigne de lui laisser le rôle de responsable de libérer un président élu par le peuple.

La situation rend invraisemblable une réforme de la Constitution à l'insu des Français.

Journalistes et Acteurs

par PIERRE MA

Intéressé financier personnel à leur élection. Ce n'était sûrement pas le cas du général de Gaulle, fort intéressé pour l'existence nationale de Georges Pompidou, élu à son poste dans une grande banque, ni peut-être de Giscard d'Estaing qui en fortune personnelle aurait dû, semble-t-il, protéger des spéculations.

Mais qui donc oserait affirmer que la réélection du général de Gaulle, l'élection de Georges Pompidou, celle de Giscard d'Estaing, n'ont pas été soulevées, parfois involontairement, par ces puissances financières qui sont par elles capables de provoquer un soulèvement à la Bourse de Paris et si le faussent beaucoup de titres jetés sur le marché pour faire chuter les

Le Monde

AFRIQUE

**Le GUNT entend ces
des forces libyennes in**

Marec

**LE POUVOIR
POURQUOI LE...
LE...
DE L'OPPORTUNITE**

A TRAVERS LE

Guatemala

fran

**IDEE : Les fermiers
Modeliers
LA POLITIQUE EUROPEENNE
Philippe Lemire
« LE MONDE DES LIVRES
de Chard...**

صدا من را صد

Le Monde étranger

Cours du sept

AFRIQUE

Tchad

Le GUNT entend conserver le contrôle des forces libyennes installées dans le pays

Un communiqué publié mardi 12 mai à N'Djaména, à l'issue d'une réunion du gouvernement d'union nationale de transition (GUNT) du Tchad, indique que les désaccords libyens au Tchad doivent être immédiatement réglés en un seul et même geste.

Maroc

LE POUVOIR POURSUIT EN DIFFAMINATION LE JOURNAL DE L'OPPOSITION SOCIALISTE (De notre correspondant)

Rabat. — Les réactions de l'opposition présidentielle française influencent-elles la politique intérieure marocaine ? Des observations non placées pour en juger affirment que le roi devra « faire ses calculs », et qu'il aura, outre les socialistes, à participer à un nouveau gouvernement.

Pour le moment, on constate plutôt un certain raidissement du pouvoir. Le dernier pour-suit de diffamation le grand journal de l'opposition socialiste, le « Monde ». Le quotidien est accusé de diffamation et d'incitation à la déstabilisation d'un chef d'Etat arabe pour avoir reproché, le 25 avril dernier, une simple décision de l'Assemblée nationale sur le mode de nomination du chef d'Etat arabe, président des Etats arabes, à la présidence de la République.

Ces réactions sont à Rabat, où le pouvoir est très sensible à la moindre critique, le résultat d'une campagne diplomatique menée par le Maroc pour expliquer, à travers le monde, la position du régime royal.

Tchad, note ce document, ne doit prendre aucune initiative sans l'accord préalable de M. Goukouni Oueddei, chef du GUNT. Par ailleurs, le communiqué annonce que le colonel Hassan Ismail Murtu, commandant le détachement libyen à Abéché (est du Tchad), et son adjoint, le lieutenant-colonel Ali, sont relevés de leurs fonctions par décision du GUNT. Cette décision a été prise à la suite des événements survenus à la mi-avril à Abéché, au cours desquels des soldats libyens ont appuyé les combattants de M. Aoyi Akoum, ministre des affaires étrangères du GUNT, contre les forces armées populaires (FAP) de M. Goukouni Oueddei. Le GUNT, selon le communiqué, envoie officiellement de retenir le contingent libyen de cette région orientale.

D'autre part, le GUNT a interdit, depuis dimanche 10 mai, les manifestations publiques. Cette interdiction fait suite aux récentes manifestations de tracts apposés dans la capitale à manifestation et contre la présence militaire libyenne au Tchad, et au mouvement de grève déclenché à la mi-avril par les personnels hospitaliers à N'Djaména.

L'acceptation par le GUNT de l'envoi d'une force armée arabe, c'est-à-dire à N'Djaména, (Le Monde) du 10-11 mai) semble de non-déni. Les manifestations de non-déni, les dirigeants libyens se prononcent pour ou contre l'envoi de troupes.

En effet, si M. Goukouni était un homme de dialogue, il n'aurait pas refusé de laisser à la libyenne la situation au Tchad, et à N'Djaména, en particulier, que les dirigeants libyens se prononcent pour ou contre l'envoi de troupes.

En effet, si M. Goukouni était un homme de dialogue, il n'aurait pas refusé de laisser à la libyenne la situation au Tchad, et à N'Djaména, en particulier, que les dirigeants libyens se prononcent pour ou contre l'envoi de troupes.

PROCHE-ORIENT

JÉRUSALEM : plus de menaces que d'actes

De notre correspondant

Jérusalem. — Paradoxalement, au moment même où venait de se produire un incident grave et où les tensions entre l'administration israélienne et l'armée syrienne semblaient prendre une tournure inquiétante, plusieurs signes sont apparus en fin de journée mardi 12 mai, à Jérusalem, indiquant une certaine diminution de la tension entre Israël et la Syrie qui permettrait au moins d'un côté, à M. Philip Habib, chef de la mission américaine à Jérusalem, de poursuivre sa mission sans encombre. La presse israélienne a même fait savoir que, mercredi 13 mai, d'une ébauche de communiqué émanant de la mission américaine.

C'est seulement en début de soirée, mardi, que le porte-parole de l'armée à Tel-Aviv confirme que, peu après midi, mais sans atteindre l'objectif des milices syriennes, des avions israéliens ont tiré contre des avions libanais au-dessus de la Bekaa au Liban. La communication précède que les avions syriens, basés sur un territoire syrien à proximité de la frontière libanaise, n'avaient donc pas l'intention de franchir la frontière.

Le 26 avril dans la Bekaa deux avions israéliens ont tiré contre des avions libanais au-dessus de la Bekaa au Liban. La communication précède que les avions syriens, basés sur un territoire syrien, n'avaient donc pas l'intention de franchir la frontière.

LA CRISE SYRO-ISRAËLIENNE

JÉRUSALEM : plus de menaces que d'actes

De notre correspondant

Jérusalem. — Paradoxalement, au moment même où venait de se produire un incident grave et où les tensions entre l'administration israélienne et l'armée syrienne semblaient prendre une tournure inquiétante, plusieurs signes sont apparus en fin de journée mardi 12 mai, à Jérusalem, indiquant une certaine diminution de la tension entre Israël et la Syrie qui permettrait au moins d'un côté, à M. Philip Habib, chef de la mission américaine à Jérusalem, de poursuivre sa mission sans encombre. La presse israélienne a même fait savoir que, mercredi 13 mai, d'une ébauche de communiqué émanant de la mission américaine.

C'est seulement en début de soirée, mardi, que le porte-parole de l'armée à Tel-Aviv confirme que, peu après midi, mais sans atteindre l'objectif des milices syriennes, des avions israéliens ont tiré contre des avions libanais au-dessus de la Bekaa au Liban. La communication précède que les avions syriens, basés sur un territoire syrien, n'avaient donc pas l'intention de franchir la frontière.

Le 26 avril dans la Bekaa deux avions israéliens ont tiré contre des avions libanais au-dessus de la Bekaa au Liban. La communication précède que les avions syriens, basés sur un territoire syrien, n'avaient donc pas l'intention de franchir la frontière.

BEYROUTH : la douche écossaise

De notre correspondant

Beyrouth. — En même temps que son départ, qui devait avoir lieu mercredi 13 mai, après vingt-deux jours de séjour, Beyrouth a retrouvé l'inspiration. Un brisque et complet changement de décor s'est produit mardi en fin d'après-midi. Au moment où, plus encore que la veille, une atmosphère de catastrophe régnait dans la ville, on annonçait, outre cette bonne nouvelle, le départ de nouvelles conditions entre la Syrie et Israël, dans le cadre d'un accord de cessez-le-feu.

La déclaration de M. Alexander Haig, affirmant qu'il avait « très bon espoir » que la situation au Liban puisse être « normalisée rapidement », a été, en même temps, l'annonce d'un accord de cessez-le-feu entre la Syrie et Israël, dans le cadre d'un accord de cessez-le-feu.

En même temps que son départ, qui devait avoir lieu mercredi 13 mai, après vingt-deux jours de séjour, Beyrouth a retrouvé l'inspiration. Un brisque et complet changement de décor s'est produit mardi en fin d'après-midi. Au moment où, plus encore que la veille, une atmosphère de catastrophe régnait dans la ville, on annonçait, outre cette bonne nouvelle, le départ de nouvelles conditions entre la Syrie et Israël, dans le cadre d'un accord de cessez-le-feu.

En même temps que son départ, qui devait avoir lieu mercredi 13 mai, après vingt-deux jours de séjour, Beyrouth a retrouvé l'inspiration. Un brisque et complet changement de décor s'est produit mardi en fin d'après-midi. Au moment où, plus encore que la veille, une atmosphère de catastrophe régnait dans la ville, on annonçait, outre cette bonne nouvelle, le départ de nouvelles conditions entre la Syrie et Israël, dans le cadre d'un accord de cessez-le-feu.

En même temps que son départ, qui devait avoir lieu mercredi 13 mai, après vingt-deux jours de séjour, Beyrouth a retrouvé l'inspiration. Un brisque et complet changement de décor s'est produit mardi en fin d'après-midi. Au moment où, plus encore que la veille, une atmosphère de catastrophe régnait dans la ville, on annonçait, outre cette bonne nouvelle, le départ de nouvelles conditions entre la Syrie et Israël, dans le cadre d'un accord de cessez-le-feu.

En même temps que son départ, qui devait avoir lieu mercredi 13 mai, après vingt-deux jours de séjour, Beyrouth a retrouvé l'inspiration. Un brisque et complet changement de décor s'est produit mardi en fin d'après-midi. Au moment où, plus encore que la veille, une atmosphère de catastrophe régnait dans la ville, on annonçait, outre cette bonne nouvelle, le départ de nouvelles conditions entre la Syrie et Israël, dans le cadre d'un accord de cessez-le-feu.

En même temps que son départ, qui devait avoir lieu mercredi 13 mai, après vingt-deux jours de séjour, Beyrouth a retrouvé l'inspiration. Un brisque et complet changement de décor s'est produit mardi en fin d'après-midi. Au moment où, plus encore que la veille, une atmosphère de catastrophe régnait dans la ville, on annonçait, outre cette bonne nouvelle, le départ de nouvelles conditions entre la Syrie et Israël, dans le cadre d'un accord de cessez-le-feu.

Le Libanais, des plus hauts responsables aux plus modestes citoyens, en sont venus à bout. D'autant plus qu'ils avaient, au moment d'une grande tension, les informations fautes d'une mobilisation générale en Israël et de tir de missiles syriens contre des avions israéliens.

La découverte de l'attentat, marqué par le décollage d'un appareil de la compagnie nationale M.S.A., ne s'est pas terminée sans que l'attentat ait été limité par un tir de missiles syriens.

Quatre personnes ont trouvé la mort et dix-huit autres ont été blessées dans l'attentat. Mercredi 13 mai, d'une violence pleine de proximité d'un tir de missiles syriens contre des avions israéliens.

En même temps que son départ, qui devait avoir lieu mercredi 13 mai, après vingt-deux jours de séjour, Beyrouth a retrouvé l'inspiration. Un brisque et complet changement de décor s'est produit mardi en fin d'après-midi. Au moment où, plus encore que la veille, une atmosphère de catastrophe régnait dans la ville, on annonçait, outre cette bonne nouvelle, le départ de nouvelles conditions entre la Syrie et Israël, dans le cadre d'un accord de cessez-le-feu.

En même temps que son départ, qui devait avoir lieu mercredi 13 mai, après vingt-deux jours de séjour, Beyrouth a retrouvé l'inspiration. Un brisque et complet changement de décor s'est produit mardi en fin d'après-midi. Au moment où, plus encore que la veille, une atmosphère de catastrophe régnait dans la ville, on annonçait, outre cette bonne nouvelle, le départ de nouvelles conditions entre la Syrie et Israël, dans le cadre d'un accord de cessez-le-feu.

En même temps que son départ, qui devait avoir lieu mercredi 13 mai, après vingt-deux jours de séjour, Beyrouth a retrouvé l'inspiration. Un brisque et complet changement de décor s'est produit mardi en fin d'après-midi. Au moment où, plus encore que la veille, une atmosphère de catastrophe régnait dans la ville, on annonçait, outre cette bonne nouvelle, le départ de nouvelles conditions entre la Syrie et Israël, dans le cadre d'un accord de cessez-le-feu.

En même temps que son départ, qui devait avoir lieu mercredi 13 mai, après vingt-deux jours de séjour, Beyrouth a retrouvé l'inspiration. Un brisque et complet changement de décor s'est produit mardi en fin d'après-midi. Au moment où, plus encore que la veille, une atmosphère de catastrophe régnait dans la ville, on annonçait, outre cette bonne nouvelle, le départ de nouvelles conditions entre la Syrie et Israël, dans le cadre d'un accord de cessez-le-feu.

A TRAVERS LE MONDE

Guatemala

M. VERNON WALTHER, envoyé spécial du secrétaire d'Etat américain, M. Alexander Haig, est arrivé le mardi 12 mai au Guatemala pour des entretiens portant sur l'envoi d'une aide militaire de 10 millions de dollars. M. Waltther, directeur de la section d'Amérique latine du Département d'Etat, a été reçu par le président du Guatemala, M. Rafael Ángel Ángel, ministre des affaires étrangères. M. Waltther a déclaré que le Guatemala souhaitait en particulier pouvoir acheter des pilotes d'attaque d'hélicoptères. L'administration Carter avait suspendu en 1977 l'aide militaire au Guatemala, à la suite de violations des droits de l'homme. Plus de 100 personnes ont été tuées, des milliers de personnes ont été déplacées, des villages ont été incendiés.

République Sud-Africaine

M. P. J. BOYER, à WASHINGTON. — Les relations entre l'Afrique du Sud et les Etats-Unis sont de plus en plus tendues. Le président américain, M. Jimmy Carter, a déclaré qu'il ne pouvait pas reconnaître l'Afrique du Sud comme un pays normal. L'Afrique du Sud, à son tour, a déclaré qu'elle ne pouvait pas reconnaître les Etats-Unis comme un pays normal.

R.F.A.

L'ASSASSINAT DE M. KERRY. — Le ministre de l'Intérieur allemand, M. Franz Josef Strauss, a déclaré qu'il ne pouvait pas reconnaître l'Afrique du Sud comme un pays normal. L'Afrique du Sud, à son tour, a déclaré qu'elle ne pouvait pas reconnaître les Etats-Unis comme un pays normal.

Thaïlande

LE PREMIER MINISTRE THAÏLANDAIS a déclaré le mardi 12 mai devant le conseil des ministres que tous les membres du gouvernement du 1er avril qui sont encore en fonction ont été révoqués. Le premier ministre, M. Thanin Kraivichien, a déclaré qu'il ne pouvait pas reconnaître l'Afrique du Sud comme un pays normal.

Yugoslavie

M. FRANKO HELEVIC, ministre yougoslave de l'Intérieur, a déclaré, mardi 12 mai, l'arrivée d'Allemands en Yougoslavie. Le ministre a déclaré qu'il ne pouvait pas reconnaître l'Afrique du Sud comme un pays normal.

France

SOIXANTE-CINQ FRANÇAIS AU MOINS ont été tués et des centaines de blessés lors du bombardement par l'aviation israélienne de la ville de Sarajevo, ville contrôlée par les serbes. Les Français ont été tués lors du bombardement.

Le Monde publiera demain

- IDEES : Les femmes dans la politique (Yves Florenne, Madeleine Chapsal, Maria-Antonietta Macciocchi).
- LA POLITIQUE EUROPÉENNE DE M. MITTERRAND, par Philippe Lemaître.
- « LE MONDE DES LIVRES » : Le centenaire de Teilhard de Chardin.

“Toute politique n'est pas sale. Toute action n'est pas vaine.”



MEHNDES FRANCE

Après Léon Blum, la vie d'un grand homme de gauche du XX^e siècle par Jean Lacouture

SEUIL

ES

TOUL

MAISON
17 Boulevard de la Madeleine
Paris 17

IS

a.

هكذا من لاصل

AMÉRIQUES

Mexique

La course à la présidence est déjà lancée

Mexico. — « Il n'y a pas encore de bande blanche annonçant que le successeur du président Lopez Portillo a été désigné, mais le consensus est réuni pour analyser les caractéristiques des différents candidats. » Cette phrase, prononcée récemment par l'un des hommes politiques mexicains les plus influents, a le mérite de reconnaître publiquement deux faits officiellement masqués : que la course à la présidence est déjà lancée et que la politique mexicaine respecte les rites.

La dernière ligne drolique est pourtant encore lointaine, puisque le prochain président entrera en fonction que le 1^{er} décembre 1982, après avoir été élu au mois de juillet de la même année. Mais le parti révolutionnaire institutionnel (P.R.I.), qui dirige sous différentes appellations la pays depuis plus d'un demi-siècle à la suite de la révolution de 1917, doit désigner son candidat — qui est sûr d'être élu — dès la fin de cette année.

A l'exemple de celui de Rome, le futur président ne sera la papa que des Mexicains. Mais même s'il sera vraiment tout à l'origine du vert tout-puissant, institution institutionnelle — on a envie de dire loquax —, c'est d'un pouvoir économique, politique, militaire tel qu'on n'hésite pas à le qualifier les présidents en partant de ce qui s'est fait sous le « régime » de l'un ou de l'autre. Seule limite de taille à cette tout-puissance : l'élu ne peut être qu'une fois. L'importance de cette disposition constitutionnelle est telle qu'on se pèche à dire que pendant les six ans de son mandat le président ne fait rien d'autre en fait que de préparer sa succession. L'expression est, bien sûr, à mettre au compte de l'humour mexicain ; mais il est de fait qu'un président ne peut, ici, aspirer qu'à figurer honnêtement dans l'histoire de son

De notre correspondant

peys, et non pas à être réélu. Or c'est son successeur qui devra le chapitre correspondant au président sortant.

Un document anonyme, à circulation restreinte, intitulé *Etude sur la succession présidentielle*, définit le caractère systématique comme celui de « l'homme fort qui respecte l'engagement de remettre le pouvoir à un autre tout les six ans ». Grâce au respect des institutions, non dément depuis près d'un demi-siècle, au renouvellement constant des dirigeants élus et au renforcement progressif de l'État, le pays a su, selon l'auteur, « faire preuve d'une agilité difficile à comprendre en l'absence de la force stratégique particulière, notamment face aux autres nations du continent ».

La succession présidentielle est un bon exemple de cette « hiérarchie » mexicaine aux multiples dimensions. Dans ce pays où le pouvoir est aux mains d'un seul parti depuis plus d'un demi-siècle, le choix de futur président n'est arrêté qu'après un véritable tour d'horizon auquel participent toutes les grandes forces sociales : militaires d'abord, armée, et les syndicats ouvriers et paysans qui sont représentés en tant que tels au sein du parti révolutionnaire institutionnel. Mais il semble que personne ne sache vraiment comment se déroulent toutes les tractations, toutes les consultations. Ainsi l'étude présidentielle cite affirmativement : « On a beaucoup spéculé sur la relève du pouvoir au Mexique. La vérité est que ce thème n'a jamais été grand secret national. » Tous les spécialistes sont cependant à des nuances près, d'accord pour dire que la décision est, en dernière instance, entre les mains du président sortant.

Le pétrole, les États-Unis

« Une des caractéristiques de notre système politique est son côté risqué, nous a déclaré un journaliste mexicain. Par exemple, nous n'attendons jamais le profil d'un homme les plus conservateurs eux-mêmes ne manquent pas, dans leurs discours de faire référence à la révolution et à ses idéaux, même si — comme c'est trop souvent le cas — il n'y a rien de tout cela. Pourtant, les étrangers ont tort de se moquer de l'importance de la Russie. Elle est beaucoup plus que le goliath du monde de la forme, fort chez les Latins autant que chez les Indiens. Elle est, à la fois, le bas d'accord minimum, le flanc indispensable pour que nos contradictions ne deviennent pas explosives, et le symbole d'une unité ou, du moins, d'une constance nationale, et surtout sociale, difficilement générale, récente et toujours menacée. Elle est, en quelque sorte, le siège d'une stabilité qui repose sur la constitution et n'empêche pas le développement. »

La grand-mère de cette Russie vient d'être dite par le président Lopez Portillo, entouré de tous ses « cardinaux » lors de la « réunion de la République » qui s'est récemment tenue à Hermosillo (État de Sonora) à l'occasion de l'anniversaire de la Constitution de 1917. Tous les ministres, tous les gouverneurs de cette République fédérale, les présidents des principales autorités administratives, économiques et politiques (au total quatre-vingt-deux personnes, dont quatre femmes) étaient assis autour d'une table en forme d'anneau sous le regard de près d'un million de téléspectateurs à tous les niveaux de la machine politique mexicaine. On y trouvait la presque totalité des hommes politiques importants du pays — ceux du parti révolutionnaire en tout cas, l'opposition n'ayant droit qu'à quelques estrades.

Dans ce pays où les symboles prennent tout, on ne pouvait s'empêcher de remarquer que la disposition des lieux tenait à la fois de la table ronde, pour finir à la libre

expression entre pairs, de l'arène, de l'arène des deux camps, par un gigantesque drapeau mexicain, à la taille de la circonstance, aux anneaux de pré-canonisation et du stade : le drapeau était entouré d'une bande de sept rayons — au forum — les candidats possibles à la présidence ont fait leur premier tour de piste.

Le but officiel de cette réunion annuelle, dont le principe a été instauré par le président Lopez Portillo, est pour chacun des quatre-vingt-deux participants, de faire le bilan des activités de son secteur. Il s'agit, à la fois, de renforcer le fédéralisme, très resté au Mexique du fait de la toute-puissance de l'État central, et de progresser dans la modernisation et la rationalisation du fonctionnement de l'administration. Le fait est que le budget des municipalités et même celui des États ont été augmentés, ce qui renforce leur autonomie. D'autre part, ces échanges de vues permettent, par-delà l'indivisible formelle, de se faire une idée de ce qui se passe dans le pays aux différents niveaux de l'appareil.

Mais, en cette année de désastre (de désastre, découvrir, révéler, c'est ainsi que l'on appelle l'opération consistant à rendre public le run du prochain candidat du P.R.I. et donc du prochain président), les observateurs étaient même à la recherche d'informations sur la bonne marche de l'administration que de signes. Dans cette classe politique où tout le monde fait référence aux mêmes valeurs (la révolution, etc.), les convergences d'opinion par des points de vue, les divergences par des différences d'intonation dans la façon de dire un slogan que tous sont obligés de prononcer — mais chacun à sa façon ! Les secteurs influents sont connus de tous. Il s'agit de voir comment leurs représentants, leurs témoins, se rapprochent ou se fuient, au gré des suspensions de séance.

Les plus connus des journalistes politiques notent soigneusement les apocryphes obtenus par chaque

crateur, les moments où ils se recherchent et leurs fortunes dans cette quête. Surveillant la salle du haut du balcon de la presse, nos confrères interprètent sourires, poignées de main, dédicaces aux milieux ou en fin de séance comme autant d'indices et d'indications. Le tout dans la nuit, le noyau est, lui, l'impression de se trouver devant des hiéroglyphes dont le sens lui échappait hier.

Le fait marquant de cette réunion, qui caractérisait parfaitement la période actuelle, est que le président Lopez Portillo en a profité pour réaffirmer son contrôle sur la classe politique. Alors que les partis politiques n'avaient en tête que le problème de désastre, ils se sont interdits, conformément aux ordres de la présidence, d'y faire allusion publiquement. Deux autres faits ont été interprétés comme le volonte de M. Lopez Portillo d'indiquer qu'il tient bien la barre : c'est le directeur de la Compagnie nationale des pétroles (Pemex) qui a été chargé de prononcer le discours de salut à la Constitution — tâche traditionnellement réservée à un ministre, d'autre part, le président a imposé comme candidat du P.R.I. au poste de gouverneur de l'État de Mexico (le plus riche du pays) un outsider qui ne soulevait aucune des grandes forces en présence. Le sens codé du message était clair : « Ne perdez pas votre temps en vaines conjectures sur la succession et s'oubliez pas que le mot du président est décisif. »

Une des difficultés du système mexicain est, en effet, que le pays risque de ne pas être gouverné pendant deux années : celle qui précède la destitution, en raison des luttes pour la succession, et celle qui précède le départ de l'ancien président, dans la mesure où le pays, pendant cette période, est pratiquement hiérophane.

Le Mexique devra dans les années qui viennent résoudre deux questions essentielles. Tout d'abord, que faire du pétrole et comment utiliser les ressources qu'il procure ? Et, surtout, comment se débarrasser par rapport aux États-Unis ? C'est en fonction des réponses que la classe politique jugera bon de donner à ces deux problèmes que sera choisi le futur président.

FRANCK PISANI.

What's in Newsweek?

- Can Mitterrand control the far left?
- Will satellites end television censorship?
- What will Bobby Sands' legacy be?

In Newsweek you'll find independent and authoritative journalism.

Information you can trust on world events that matter to you.

To be honestly informed find out what's in Newsweek — out today.

You can believe what you read in Newsweek.

OUT NOW

Franck et Fils.
3 jours de fête. 3 jours d'affaires.

13-14-15 mai.

Venez découvrir Franck et Fils en fête, Franck et Fils à des prix exceptionnels pendant 3 jours et à tous les rayons.

Franck et Fils
Le grand magasin du seizième.

Franck et Fils, 80, rue de Passy, Paris 16^e. (Parking). Franck et Fils au Forum des Halles, à Party 11, à Maine Montparnasse.



Celui qui regarde une bouteille de Schweppes avec condescendance a déjà commis le Schweppes dans son cœur.

jusqu'au 16 mai

LES PRIX DE MAI!

dans tous les rayons

AUX TROIS QUARTIERS

17 Boulevard de la Madeleine Paris
RETROUVEZ LE PLAISIR D'ACHETER

Barre oppose

M. Chirac propose un « pacte pour une majorité nouvelle »

[illegible]

porte comme un prétendant
l'animation de la majorité, s'est
présenté une fois de plus comme
un rassembleur et un partisan
déterminé de l'unité de celle-ci.

[illegible]

1

meure

et Mouton (dont le président est le fils) et le député communiste de Meurthe-et-Moselle (M. Lejeune). Elle traversonne actuellement la défaite de M. Valéry.

Toutefois, l'adoption n'avait pu être la déclaration de lundi soir sur les conditions de la République, en considérant deux difficultés considérables : ressembler les rangs de l'Assemblée. Sur tout, en considérant ne sera plus assez, car la défaite conduisit les composantes à rechercher plus d'union, la République de la République politique, relative de la signature quand les troupes hésitent à suivre, la République qui vient de subir une défaite.

Toutes ces raisons conduisaient à inscrire un certain nombre de principes, à se demander si M. Giscard d'Estaing, contrairement

troubles et les désaccords enregistrés mardi.

Premier touché, et au plus profond, M. Valéry Giscard d'Estaing. On ne pouvait

ment à ses intentions initiales, n'allait pas choisir de marquer son départ d'une brève déclaration puis d'opter — au moins dans un premier temps — pour le silence.

MON-JEAN BERGEROUX.

**Plate-forme d'action
et accord électoral**

Le communiqué diffusé, mardi 12 mai, par le groupe U.D.P. de l'Assemblée nationale est le suivant :

« Les députés ont pris acte.

terr. Il a aussi manifesté — pis ;
que c'est M. Chirac qui était
visé — son intention de ne pas
laisser le maire de Paris occuper
le terrain, et, partant, il a voulu

« Il est normal dans une démocratie, dans les résultats des élections, de presser le bouton de la majorité. »

« Il est normal, quand à cet égard, dans une société de liberté, de responsabilité et de progrès, telle que l'a définie Valéry Giscard d'Estaing, de s'efforcer de faire que cette société soit la plus juste possible. La majorité parlementaire que nous avons est une mesure d'union à la France de tous des projets socialistes et communistes. Pour atteindre cet objectif, cet sentiment indissoluble qu'une entente durable soit créée entre les différents courants de la République, nous nous sommes trouvés, à l'Assemblée nationale, réunis, nous sommes unis. »

C'est dans les mêmes disposi-

« A cette fin, ils demandent au président Roger Chénard de rencontrer M. Claude Labbe, président du groupe parlementaire R.P.R. Cette rencontre doit conduire :

- D'une part, à l'élaboration d'une plate-forme d'action pour une majorité parlementaire libérale et sociale.
- D'autre part, à l'examen pour chaque représentation des conditions de la conjonction unique et permanente des deux listes devant assurer le succès de cette union. »

1. *Chlorophyll a* (Chl *a*)

100

هكذا من لايصل

L'expédition des affaires courantes par le gouvernement démissionnaire

M. Barre opposera à M. Mitterrand son propre « état des lieux »

Dans sa dernière intervention télévisée de la campagne électorale, le 17 mai, M. Barre avait compté les propositions des adversaires du président sortant au jeu masselot du « trompette » populaire par lequel les plateaux de télévision ont coutume de clocher une grande pierre sous un chapeau melon pour que le poussoir, tenté de shooter dans ledit chapeau, en conserve un mauvais souvenir.

Détachant cette mise en garde, les électeurs de la majorité ont donc abouché allègrement dans le chapeau socialiste. Le « mal » était fait, il convient, dans l'immédiat, de contribuer autant que possible à limiter les dégâts prévisibles sur l'économie nationale, puis, à court terme, c'est-à-dire à l'occasion des prochaines élections législatives, de convaincre les électeurs de revenir à une meilleure appréhension des réalités.

Tel est, en substance, le double sentiment qui prévaut actuellement parmi les collaborateurs du premier ministre, tandis que dans la cour de l'hôtel Matignon des semi-courtoises viennent prendre livraison des sacs d'archives détruites et transformées en confetti.

M. GISCARD D'ESTAING REÇOIT M. ALAIN POHER

M. Alain Poher, président du Sénat, devait être reçu, mercredi 13 mai à 17 heures, par M. Giscard d'Estaing. Le président de la République sortant devait aussi recevoir, vers 17 h, le général Alain de Boissieu, qui lui a adressé, comme il est d'usage, un message de félicitations.

Directeur général du SDECE depuis 1970

M. ALEXANDRE DE MARENCHES EST NOMMÉ CONSEILLER D'ÉTAT

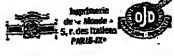
Aux termes du communiqué du conseil des ministres du 13 mai, M. Alexandre de Marenches, qui occupait les fonctions de directeur général du SDECE depuis 1970, est nommé conseiller d'État.

Pour sa connaissance des milieux anglo-américains, il est choisi comme officier de liaison en 1964 entre le corps expéditionnaire français en Italie et les États-Unis alliés, par le futur maréchal Alphonse Juin qui était un commandant de promotion du père de M. de Marenches, officier et ancien aide de camp du général John Pershing pendant la première guerre mondiale.

M. Alexandre de Marenches restera au cabinet du général Poincaré qu'il suivra, comme colonel, dans son commandement interarmes des Forces terrestres du Centre-Europe en 1968-1969.

Entré alors dans le secteur privé, où il est conseiller financier de plusieurs sociétés dont certaines travaillent en liaison avec la défense nationale, M. de Marenches est appelé, le 14 octobre 1970, par Georges Pompidou, président de la République, à la direction générale du Service de documentation extérieure et de contre-espionnage (SDECE) où il succède au général Eugène Guibaud. A la tête des services secrets, il lui aura connu le plus long mandat depuis la création du service en 1945.

Entré par le S.A.R.L. le Monde, Directeur : Jacques Baud, directeur de la publication, Jacques Baudouin, Claude Ades.



Reproduction interdite de tout ou partie, sans autorisation écrite de l'éditeur.

vernement va préparer le document « état des lieux » que le président de la France et le fin du mois d'avril 1981 a que le président sortant lui a demandé, lundi soir, d'établir. Ce bilan sera présenté au conseil des ministres du mercredi 13 mai.

Avant de laisser la place aux socialistes, il s'agit en quelque sorte, de dresser un « état des lieux » qui puisse contredire celui que M. Mitterrand se propose de faire établir dès son entrée en

Volontaire !

Pour M. Barre, il ne fait aucun doute que la réalisation de la communication annoncée par M. Mitterrand entraînera rapidement un important déficit de la balance des paiements et de celle des échanges extérieurs, la hausse des prix socialistes, chute du franc et, inévitablement, aggravation du chômage.

fonctions afin de prendre les citoyens à témoin de la situation dont il hérite. M. Giscard d'Estaing et Barre, estiment, que le président socialiste cherchera à sortir le tableau pour arguer de ces héritages et renouveau des difficultés à répondre aux aspirations de ses électeurs. Sans attendre que M. Giscard d'Estaing l'invie à débiter le bilan de son septennat, le chef du gouvernement avait d'ailleurs résumé, dans sa première déclaration, lundi matin, les conséquences de son action qu'il juge positives pour la France. Le Monde du 12 mai.

Le premier ministre veut, en tout cas, mettre un point d'honneur à accepter loyalement le jeu de l'interlocution en faisant en sorte — il l'a dit aux conseillers du président élu — que la période de transition ne donne pas lieu à des manœuvres politico-financières visant à compliquer la tâche

déclarations de M. Jacques Delors, conseiller économique de M. Mitterrand, pour souligner, par exemple, ses affirmations sur les risques de la lutte contre l'inflation, demande du temps parce qu'elle implique des changements « de structures et de mentalité » (le Monde du 8 mai). On sait, valet que, depuis sa nomination, M. Barre « dit » exactement la même chose. A la différence, toutefois, que M. Barre n'a pas entrepris de réformes structurelles et que l'ampleur du sacre de M. Mitterrand l'incite à penser que son gouvernement bénéficiera, dès le début, d'un certain consensus social, ce qui ne fut pas le cas pour M. Barre.

Dans son entourage, on estime, par conséquent, que certains rancœurs à l'égard de ceux des giscardiens qui avaient soutenu que le premier ministre se fit le plus discret possible, au cours de la campagne électorale, pour ne pas porter préjudice au président sortant. On rappelle volontiers qu'en 1976, malgré son impopularité, M. Barre, contrairement aux pronostics, n'avait pas perdu les élections législatives après

être « collé au stator » au nom de la majorité. On reproche aussi que l'autorité du premier ministre n'ait pas été mieux utilisée contre les « adversaires du président sortant ».

Ces regrets sont atténués, toutefois, par la constatation que M. Barre, ruiné en marge de la campagne depuis un mois et demi, ne saurait donc être tenu directement pour responsable de la défaite de M. Giscard d'Estaing.

Ces commentaires expriment à l'évidence un esprit de revanche, un vif désir de préparer dès à présent ce jour « où, tirant les leçons de l'expérience, les élus électoraux se débarrasseront des diables et des chimères pour reprendre avec courage et confiance la route du réalisme et du progrès ». Aucun doute : ce jour-là, M. Barre veut être encore présent sur la scène politique. Après avoir aspiré à une semi-réserve, le voici volontaire pour un nouveau service actif.

ALAIN NOLLAT.

Certaines en ont dix.



D'autres en ont huit.



Seule TWA en a six.



La Classe Ambassador TWA. Moins de sièges, des dossiers qui s'inclinent plus, plus de place pour les jambes.

Sur tous nos 747, nous avons remplacé les anciens fauteuils de notre classe affaires. Mais nous n'en avons réinstallé que 6 par rangée. Cela fait moins de sièges et beaucoup plus d'espace pour les jambes.

Nos sièges sont plus larges, plus profonds, plus luxueux. Ils vous donnent plus de confort, plus de place pour vous étirer et vous détendre.

Aucune autre classe affaires n'est aussi spacieuse et confortable que la Classe Ambassador TWA.

Son prix comprend les boissons (même le champagne) et les écouteurs. Il y a 3 menus au choix. Et l'enregistrement y est facilité.

De la part de la 1^{re} compagnie sur l'Atlantique.

La Classe Ambassador TWA, encore une idée de la 1^{re} compagnie sur l'Atlantique. Essayez-la et découvrez le plaisir que TWA vous offre avec sa Classe Ambassador.

Vous plaire, ça nous plaît



LELECTION D

e de la fièvre

M. MITTERRAND

Les réactions à l'étranger

Les télégrammes de félicitations affluent de tous les horizons politiques et géographiques à l'adresse de M. Mitterrand.

● AU PROCHE-ORIENT, le colonel Kadhafi, chef de l'Etat libyen, appelle le président élu « à une compréhension plus profonde de la cause palestinienne ». Il ajoute : « Votre élection démontre clairement que le peuple français n'était pas satisfait de la politique de M. Giscard d'Estaing, comme pour son hostilité aux peuples africains aspirant à la libération et pour son recours aux anciennes méthodes du colonialisme, telles que l'intervention militaire et l'ethnisme ».

Les chefs des diverses tendances libanaises, les présidents irakien et syrien, entre autres, ont également félicité M. Mitterrand. M. Baal Sade forme l'espoir que le nouveau président révisera « à suivre une politique indépendante ».

● EN EUROPE DE L'EST, la presse soviétique discorde dans ses commentaires. Notamment à Sofia, à Bucarest et à Tirana. A Varsovie, M. Kasla, premier secrétaire du parti ouvrier, a déclaré, dans un message à M. Mitterrand, qu'il est particulièrement significatif que pour la première fois dans l'histoire de la France, un représentant de la gauche ait été élu au suffrage universel. Il souligne l'importance que la Pologne continuera d'attacher « au développement permanent, sous tous les drapeaux, de la coopération franco-polonaise ». A Bucarest, M. Ceausescu, chef de l'Etat roumain, salua, dans un télégramme à M. Mitterrand « la victoire historique de la gauche française [...] dans la lutte pour le renouveau, la démocratie, l'indépendance et la paix ».

● A PYONGYANG, M. Kim Il Sung, président nord-coréen, a également reçu M. Mitterrand, écrit : « Votre vic-

toire, camarade François Mitterrand, a été une victoire des travailleurs et des forces démocratiques françaises ».

● A CUBA, M. Fidel Castro félicite le nouveau président de son « triomphe électoral », qu'il considère comme « une victoire du peuple français et de ses traditions ». Il ajoute : « La présence française en Afrique pourra se transformer en un instrument de coopération pour le développement des pays africains avec la participation de toutes les forces progressistes engagées dans cette responsabilité noble et humanitaire. Votre soutien à la cause de la démocratisation et de l'indépendance nationale de l'Amérique centrale représente un espoir, dans la situation actuelle complexe, pour les peuples de l'Amérique latine et des Caraïbes qui recherchent des voies alternatives mais dramatiques et moins coûteuses que la guerre civile ».

NEW-DELHI : surprise et préjugé favorable pour le vainqueur

De notre correspondant

New-Delhi. — Dans un pays où la diplomatie n'a la presse, l'avis de l'étranger n'est pas sans importance. La victoire de M. Mitterrand — dont la majorité de la classe politique indienne ignorait, semble-t-il, jusqu'à dimanche — ne pouvait que constituer une surprise de taille.

Surprise donc mais, ainsi que l'écrit *The Indian Express*, « agréable surprise ». Ainsi apparaît en fil des analyses un préjugé favorable à l'égard du vainqueur. La presse indienne le qualifie de « comportement responsable » de M. Giscard d'Estaing, un comportement qui, selon elle, avait de quoi légitimer le « traditionnel considération favorable » à l'égard de son adversaire. Cette observation, dit M. Giscard d'Estaing, avait, pendant la campagne, admis avec commode des erreurs, mais la France « depuis son long séjour dans son pays », a finalement été admise par le monde indien, qui lui proposait M. Mitterrand.

Bien au-delà de la sélection officielle sur les intentions du programme socialiste, un anticommunisme à peine voilé et qui traduisait en fait une partie des deux camps : « *Real support Mitterrand* ».

« Les rouges soutiennent Mitterrand », ainsi, écrit-il, « le journal *The Statesman* ». Les *Times of India* ont, quant à eux, écrit : « M. Mitterrand, ce n'est pas un homme d'impression, ce n'est pas un homme d'Etat ». Les *Statesman* voit dans la victoire de M. Mitterrand un « développement possible à l'anticommunisme ». *The Times of India* note que « ce coup d'arrêt à la propagande communiste » a permis de « faire passer la France d'un rôle de simple observateur à celui de participant actif ». Les *Times of India* ont également écrit : « M. Mitterrand, ce n'est pas un homme d'impression, ce n'est pas un homme d'Etat ». Les *Statesman* voit dans la victoire de M. Mitterrand un « développement possible à l'anticommunisme ».

« M. Mitterrand, ce n'est pas un homme d'impression, ce n'est pas un homme d'Etat ». Les *Statesman* voit dans la victoire de M. Mitterrand un « développement possible à l'anticommunisme ».

« M. Mitterrand, ce n'est pas un homme d'impression, ce n'est pas un homme d'Etat ». Les *Statesman* voit dans la victoire de M. Mitterrand un « développement possible à l'anticommunisme ».

BANGKOK : inquiétude sur l'avenir de la politique française en Indochine

De notre correspondant

Bangkok. — L'implication de l'Indochine à l'histoire de laquelle la Thaïlande a été profondément marquée, a été l'un des thèmes récurrents de la politique française en Indochine. M. Mitterrand, élu président de la République, a été élu à la présidence de la République, ce qui a été vu comme un signe de la continuité de la politique française en Indochine. M. Mitterrand, élu président de la République, a été élu à la présidence de la République, ce qui a été vu comme un signe de la continuité de la politique française en Indochine.

M. Mitterrand, élu président de la République, a été élu à la présidence de la République, ce qui a été vu comme un signe de la continuité de la politique française en Indochine.

M. Mitterrand, élu président de la République, a été élu à la présidence de la République, ce qui a été vu comme un signe de la continuité de la politique française en Indochine.

M. Mitterrand, élu président de la République, a été élu à la présidence de la République, ce qui a été vu comme un signe de la continuité de la politique française en Indochine.

M. Mitterrand, élu président de la République, a été élu à la présidence de la République, ce qui a été vu comme un signe de la continuité de la politique française en Indochine.

M. Mitterrand, élu président de la République, a été élu à la présidence de la République, ce qui a été vu comme un signe de la continuité de la politique française en Indochine.

La presse allemande porte des jugements contradictoires sur les intentions de M. Mitterrand en politique étrangère

De notre correspondant

Bonn. — Les Allemands ne réagissent pas de façon rapide. Mais ils ont bien vu, dans les premiers jours de la campagne électorale, que la situation française est en train de changer.

Dans un autre article, le même journal allemand écrit que « M. Mitterrand, élu président de la République, a été élu à la présidence de la République, ce qui a été vu comme un signe de la continuité de la politique française en Indochine ».

M. Mitterrand, élu président de la République, a été élu à la présidence de la République, ce qui a été vu comme un signe de la continuité de la politique française en Indochine.

M. Mitterrand, élu président de la République, a été élu à la présidence de la République, ce qui a été vu comme un signe de la continuité de la politique française en Indochine.

M. Mitterrand, élu président de la République, a été élu à la présidence de la République, ce qui a été vu comme un signe de la continuité de la politique française en Indochine.

M. Mitterrand, élu président de la République, a été élu à la présidence de la République, ce qui a été vu comme un signe de la continuité de la politique française en Indochine.

M. Mitterrand, élu président de la République, a été élu à la présidence de la République, ce qui a été vu comme un signe de la continuité de la politique française en Indochine.

M. Mitterrand, élu président de la République, a été élu à la présidence de la République, ce qui a été vu comme un signe de la continuité de la politique française en Indochine.

M. Mitterrand, élu président de la République, a été élu à la présidence de la République, ce qui a été vu comme un signe de la continuité de la politique française en Indochine.

M. Mitterrand, élu président de la République, a été élu à la présidence de la République, ce qui a été vu comme un signe de la continuité de la politique française en Indochine.

M. Mitterrand, élu président de la République, a été élu à la présidence de la République, ce qui a été vu comme un signe de la continuité de la politique française en Indochine.

« M. Mitterrand, élu président de la République, a été élu à la présidence de la République, ce qui a été vu comme un signe de la continuité de la politique française en Indochine ».

M. Mitterrand, élu président de la République, a été élu à la présidence de la République, ce qui a été vu comme un signe de la continuité de la politique française en Indochine.

M. Mitterrand, élu président de la République, a été élu à la présidence de la République, ce qui a été vu comme un signe de la continuité de la politique française en Indochine.

M. Mitterrand, élu président de la République, a été élu à la présidence de la République, ce qui a été vu comme un signe de la continuité de la politique française en Indochine.

M. Mitterrand, élu président de la République, a été élu à la présidence de la République, ce qui a été vu comme un signe de la continuité de la politique française en Indochine.

M. Mitterrand, élu président de la République, a été élu à la présidence de la République, ce qui a été vu comme un signe de la continuité de la politique française en Indochine.

M. Mitterrand, élu président de la République, a été élu à la présidence de la République, ce qui a été vu comme un signe de la continuité de la politique française en Indochine.

M. Mitterrand, élu président de la République, a été élu à la présidence de la République, ce qui a été vu comme un signe de la continuité de la politique française en Indochine.

M. Mitterrand, élu président de la République, a été élu à la présidence de la République, ce qui a été vu comme un signe de la continuité de la politique française en Indochine.

M. Mitterrand, élu président de la République, a été élu à la présidence de la République, ce qui a été vu comme un signe de la continuité de la politique française en Indochine.

M. Mitterrand, élu président de la République, a été élu à la présidence de la République, ce qui a été vu comme un signe de la continuité de la politique française en Indochine.

« M. Mitterrand, élu président de la République, a été élu à la présidence de la République, ce qui a été vu comme un signe de la continuité de la politique française en Indochine ».

M. Mitterrand, élu président de la République, a été élu à la présidence de la République, ce qui a été vu comme un signe de la continuité de la politique française en Indochine.

M. Mitterrand, élu président de la République, a été élu à la présidence de la République, ce qui a été vu comme un signe de la continuité de la politique française en Indochine.

M. Mitterrand, élu président de la République, a été élu à la présidence de la République, ce qui a été vu comme un signe de la continuité de la politique française en Indochine.

M. Mitterrand, élu président de la République, a été élu à la présidence de la République, ce qui a été vu comme un signe de la continuité de la politique française en Indochine.

M. Mitterrand, élu président de la République, a été élu à la présidence de la République, ce qui a été vu comme un signe de la continuité de la politique française en Indochine.

M. Mitterrand, élu président de la République, a été élu à la présidence de la République, ce qui a été vu comme un signe de la continuité de la politique française en Indochine.

M. Mitterrand, élu président de la République, a été élu à la présidence de la République, ce qui a été vu comme un signe de la continuité de la politique française en Indochine.

M. Mitterrand, élu président de la République, a été élu à la présidence de la République, ce qui a été vu comme un signe de la continuité de la politique française en Indochine.

M. Mitterrand, élu président de la République, a été élu à la présidence de la République, ce qui a été vu comme un signe de la continuité de la politique française en Indochine.

M. Mitterrand, élu président de la République, a été élu à la présidence de la République, ce qui a été vu comme un signe de la continuité de la politique française en Indochine.

« M. Mitterrand, élu président de la République, a été élu à la présidence de la République, ce qui a été vu comme un signe de la continuité de la politique française en Indochine ».

M. Mitterrand, élu président de la République, a été élu à la présidence de la République, ce qui a été vu comme un signe de la continuité de la politique française en Indochine.

M. Mitterrand, élu président de la République, a été élu à la présidence de la République, ce qui a été vu comme un signe de la continuité de la politique française en Indochine.

M. Mitterrand, élu président de la République, a été élu à la présidence de la République, ce qui a été vu comme un signe de la continuité de la politique française en Indochine.

M. Mitterrand, élu président de la République, a été élu à la présidence de la République, ce qui a été vu comme un signe de la continuité de la politique française en Indochine.

M. Mitterrand, élu président de la République, a été élu à la présidence de la République, ce qui a été vu comme un signe de la continuité de la politique française en Indochine.

M. Mitterrand, élu président de la République, a été élu à la présidence de la République, ce qui a été vu comme un signe de la continuité de la politique française en Indochine.

M. Mitterrand, élu président de la République, a été élu à la présidence de la République, ce qui a été vu comme un signe de la continuité de la politique française en Indochine.

M. Mitterrand, élu président de la République, a été élu à la présidence de la République, ce qui a été vu comme un signe de la continuité de la politique française en Indochine.

M. Mitterrand, élu président de la République, a été élu à la présidence de la République, ce qui a été vu comme un signe de la continuité de la politique française en Indochine.

M. Mitterrand, élu président de la République, a été élu à la présidence de la République, ce qui a été vu comme un signe de la continuité de la politique française en Indochine.

VIENT DE PARAÎTRE
FRANCIS LEFEBVRE
5, rue Jacques-Blanc
Paris 17^e
MEMENTO PRATIQUE FISCAL 1981
Prix en notre librairie : 164 F - Franco 176 F

Credit du Nord
8, rue du Bac - 75007 Paris - Tél. 261.50.51

J.C. Lattès Publie

Bagatelle de MAURICE DENUZIERE

MAURICE DENUZIERE Bagatelle

Après LOUISIANE et FAUSSE-RIVIÈRE, la suite de la grande Saga du Sud.

Des millions de lecteurs, dans le monde entier, ont déjà lu

MAURICE DENUZIERE

Et vous?

"On comprend le succès de ce monde immensément attirant. Cette œuvre est un fleuve puissant, brassant toutes les luxuriances de l'histoire et de la vie". Patrick Grainville - V.S.D.

APPEL TÉLÉPHONIQUE DU ROI D'ESPAGNE A M. MITTERRAND

Madrid, 13 mai (A.P.F.). — Le roi Juan Carlos d'Espagne a, ce mardi 12 mai, tenu une longue et chaleureuse conversation téléphonique avec M. François Mitterrand, qu'il a félicité pour son élection à la présidence de la République française, ajoutant qu'il se réjouissait de la présence de M. Mitterrand à la présidence de la République française.

ingénieurs - architectes - pharmaciens - médecins, licenciés et maîtres en sciences économiques, juridiques, sociales.

complétez votre formation par le diplôme d'une grande école de gestion en 2 ans

Les épreuves à option du concours d'entrée équilibrent les chances de réussite des candidats. Ecrit : 7 et 8 septembre 1981 - Oraux : 23/29 septembre. Inscriptions : 15 juin - 15 juillet 1981.

Ecole Supérieure de Commerce de Paris
79, av. de la République - 75001 PARIS - Tél. : 355.39.08
CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS

l'anglais à OXFORD ou à NEW YORK

pour étudiants et adultes

NEWBURY, WANTAGE.

Séjour pour scolaires

à Oxford et Wantage

à Oxford et Wantage

à Oxford et Wantage

à Oxford et Wantage

à Oxford et Wantage

à Oxford et Wantage

pour étudiants et adultes

NEWBURY, WANTAGE.

Séjour pour scolaires

à Oxford et Wantage

à Oxford et Wantage

à Oxford et Wantage

à Oxford et Wantage

à Oxford et Wantage

à Oxford et Wantage

à Oxford et Wantage

pour étudiants et adultes

NEWBURY, WANTAGE.

Séjour pour scolaires

à Oxford et Wantage

à Oxford et Wantage

à Oxford et Wantage

à Oxford et Wantage

à Oxford et Wantage

à Oxford et Wantage

à Oxford et Wantage

pour étudiants et adultes

NEWBURY, WANTAGE.

Séjour pour scolaires

à Oxford et Wantage

à Oxford et Wantage

à Oxford et Wantage

à Oxford et Wantage

à Oxford et Wantage

à Oxford et Wantage

à Oxford et Wantage

ingénieurs - architectes - pharmaciens - médecins, licenciés et maîtres en sciences économiques, juridiques, sociales.

complétez votre formation par le diplôme d'une grande école de gestion en 2 ans

Les épreuves à option du concours d'entrée équilibrent les chances de réussite des candidats. Ecrit : 7 et 8 septembre 1981 - Oraux : 23/29 septembre. Inscriptions : 15 juin - 15 juillet 1981.

Ecole Supérieure de Commerce de Paris
79, av. de la République - 75001 PARIS - Tél. : 355.39.08
CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS

Ne pas substituer une censure à une autre

« Vous avez vu lundi soir, au
bordemont de l'Alcazar, la tête
ou imposée en haut lieu. » Si l'in-
dépendance que me garantissent

mais par de la véritable épargne. D'un grand emprunt qui fasse davantage appel à une épargne durable qu'à la transformation "onéreuse. Des précautions seront prises pour qu'il en soit ainsi.

Pour un droit au droit à plus de cinq minutes d'attente. Et puis, quoi, le temps ne fait rien à l'affaire. « En fait, tout d'un coup, un melle peut rattraper les siffrages que lui aura lâchés en un quart d'heure un imbécile ».

« De toute façon, conclut Elzéard, si le télé permettait de gagner une élection, il alla remplacer le politique. Elzéard d'Elzéard serait passé haut le main. » Je suis obligé de lui donner raison sur ce point. La forme du vote s'encroûte pendant des années dans le poète les mêmes villages, l'encre vous vient à l'œil.

Il faut donc évaluer sur tous les plans le bien-être, mais la maladie, la mort, les régions, l'information et les structures. Les responsables du champ d'un socialisme rejoint. Encore faut-il qu'il y ait une certaine mesure de dynamisme qui aboutissent à des mythes.

ment la liberté qui serait annihilée, le pire système totalitaire qui soit. La liberté est en effet la valeur intranscendante, ne cessant pas de se révéler.

Autre mythe plus difficile à combattre : celui de la confusion de l'Inégalité et de l'Injustice. Il est évident que :

— tous les sondages font preuve — admet les inégalités à condition d'être justes.

Laurent Fabius : « Le juste n'est pas légal, ni l'inégalité nécessairement injuste. Entre juste, et légal, il y a une différence. Ce qui est juste, est légal. Si ce qui est juste, n'est pas légal, il est juste de le rendre juste. Il est juste de le porter de l'autre, le justifier, le rendre légal. Mais le juste, d'un autre côté, n'est pas légal. Le juste consiste à rendre légal ce qui est juste, et c'est là tout le métier des lois ».

Une affirmation trahison de la gauche mûrte qu'on y regarde bien.

« Le juste n'est pas légal » est évidemment changé, mais par qui ? et ce n'est pas cher. Ce n'est pas Mitterrand qui a initié, mais il faut pousser le plus au possible les changements pour empêcher d'être juste. Les inégalités sont justes (naïve). Les inégalités les plus crasses proviennent du chômage. Les veaux des alcooliques, les familles, devront certes faire l'objet, sans attendre, de mesures qui, cela, prouve les dépenses énormes. Mais il faut empêcher de devenir dangereux pour la démocratie de trop changer la baraque. Les croyances de la gauche sont à changer et à pousser sur le terrain des inégalités sans qu'il y ait encore un certain nombre de transformations. On ne peut pas s'abandonner à tout ce qui touche la dignité de l'homme, la culture, l'éducation, le travail, la culture, l'information.

PIERRE DROUIN.

Denise, les Denises françaises : c'est le look en mode défilé à présent l'aura de pouvoir. C'est un grand-père pour changer, du vie à l'heure du show, car les Américains ont choisi d'envoyer Nancy et Ronald Reagan à la Maison Blanche.

Ah ! Tout cela ! Une dernière question : l'écran-écran du présent dit à-nous ? En position sur les planètes, les corps de la nuit, d'aujourd'hui ? En position, hup, à l'heure, d'approcher la sphère pour essayer de savoir ce que signifie François Mitterrand.

CLAUDE SARRAUTÉ.

Ceux qui sont « nés avec de Gaulle »

droits. On s'a jurets vu ça, des
gans qui s'embrassaient, qui
couraient, qui ritaient, qui cher-
chaient la courtoisie les uns, chez
les autres. »

Eux aussi sont prêts à attendre.
- Le temps qu'il débâille, ah
mots. Je suis prêt à être patient,
et pourtant je ne suis pas mimi-
randine. - Une jeune fille plâide

pour « le changement tranquille », un autre se dit « curieux de voir », une troisième recueille l'assentiment presque général en plaçant pour « l'un de tous le gauche », ministres communistes compris. « C'est un tranquille, le victorieux de Mitterrand ».

tout le temps, c'est fini, ça !
 « Si la droite sous met des
 bâtons dans les roues, on des-
 cendra dans la rue... »
 Le rumeur lyonnais est sam-
 bitable. Ces élèves de troisième
 du lycée Jules-Ferry sont hau-
 reux que « Glacard soit au ple-
 card, battu par Mimi » (sic).
 Tous ceux de la classe ? « S'il

Y en a qui n'étaient pas d'accord, ils ont pas fait savoir...
Ils ne savent pas ce qu'il va changer. Un peu de l'air du temps, sentent-ils confinement. Et cela suffit à provoquer leur sourire. Ces autres, des grandes classes du lycée Chérial, ont l'air bien plus indécis, ont comme prouté, le service militaire tombe à six mois. Dans le couloir du lycée Charlemagne, les

Interrompue courtise « se baillent
encore la part belle. Mais, dit
une enseignante, « l'art de des-
puter » s'achève : toujours ce des-
mettre, ils avaient s'été ce de
famille ». Venue avec des fleurs
dans la « salle des profs », elle
s'est posée sur la accolade encombrée :
« L'été vierge des femmes »
vraie jeunesse. Nous on est pris
dans l'embrassement ; on tient à nos
privileges, on fait marcher le
système ». Et, conduite-elle, « sur
contrainte, car, ils sont tous
tristes ».

(2) *Economies et Statistiques*. Février 1981. L'ESSE.

(2) *Economie et Statistique*. Février 1987. DESSHE.

مركز من لامل

ELECTION DE

CHANGEMENT A UNE autre

M. MITTERRAND

La situation outre-mer

NOUVELLE-CALÉDONIE : le besoin d'être rassuré

De notre correspondant

Nouméa. — La victoire de M. Mitterrand a été accueillie avec bonheur par la majeure partie de la population calédonienne, qui avait accordé massivement son suffrage au président sortant, surtout à Nouméa (1). Cette attitude est la conséquence de la politique menée ces trois dernières années par M. Paul Diliot et par le mouvement ocelliste. Il faut se souvenir, en effet, qu'en 1974 M. Mitterrand avait légalement demandé à M. Giscard d'Estaing sur le territoire en recueillant 90,4 % des suffrages exprimés.

Le secrétaire d'Etat aux DOM-TOM n'a pas eu en ces années des succès aussi brillants que la Nouvelle-Calédonie, mais, à la différence de ses prédécesseurs, il a entrepris une politique favorisant la coopération entre la France et la Nouvelle-Calédonie. Il a ainsi en ce moment de s'attaquer aux problèmes de développement, en lançant notamment la réforme fondée pour la redistribution de terres aux Kanaks soulevés par la colonisation. Son œuvre a été de réformer, pour mener à bien, sur le seul député R.P.R., M. Jacques Laffont, qui devait le remplacer, de l'ancien sénateur de la Nouvelle-Calédonie, M. Diliot, député non inscrit, qui fut aussi président du principal parti mélanésien, l'Union calédonienne.

Cette formation ayant choisi le vote d'une indépendance modérée, le secrétaire d'Etat a dû se consacrer à la vie politique. C'est ainsi qu'en 1978 il avait préféré provoquer la chute de M. Maurice Lenormand, leader de l'Union calédonienne et alors vice-président du conseil de gouvernement, plutôt que de voir M. Giscard d'Estaing lui succéder à ce moment de son voyage dans la Pacifique. Une faiblesse politique dont les conséquences allaient notamment se traduire par la constitution du Front indépendantiste et l'impossibilité de résoudre le dialogue avec la partie de la population ayant décidé de s'opposer à l'action du gouvernement. On a donc assisté à une véritable coupure de la Calédonie en deux.

D'un côté, une majorité nationale, européenne et européenne, représentée par la Fédération pour une Nouvelle société calédonienne (F.N.S.C.), dirigée par M. Jean-Christophe Charrier, député généraliste, et le rassemblement pour la Calédonie dans la République (R.C.R.), dirigé par M. Jacques Laffont. De l'autre, une opposition mélanésienne et indépendante, par ses formations et son influence. M. Diliot est parvenu à convaincre une grande partie des « européens » mais aussi de nombreux mélanésiens que l'arrivée de la gauche au pouvoir serait catastrophique pour l'avenir du territoire. C'est pour cette raison que si l'élection de M. Mitterrand eût été la victoire d'indépendantistes ayant fait campagne en ce sens, elle aurait été accueillie avec enthousiasme.

Réagissant en parti responsable, l'Union calédonienne, forte du savoir que la métropole lui apporte, ne semble pas vouloir verser dans la démission. M. Lenormand a estimé que l'élection de M. Mitterrand marque « la fin de trente-cinq ans de colonisation », mais il a ajouté à propos des rumeurs selon lesquelles certains citoyens seraient obligés « de quitter le territoire à l'occasion d'une éventuelle « proclamation de l'indépendance » : « Nous serons toujours prêts à partir. Ce sont nos adversaires qui ont occupé cette idée ».

Parallèlement aux aspirations de l'Union calédonienne, un mouvement indépendantiste se dessine parmi la minorité et européenne » en faveur de M. Mitterrand, au sein de laquelle vient de se créer un « Rassemblement calédonien pour la majorité présidentielle » visant à la création d'un « conseil de gouvernement » plus vaste rassemblant toutes les forces.

Pour sa part, le haut commandant, M. Claude Charbonniard, semble attendre de nouvelles instructions. La section F.R.A. n'a pas encore pu assister à la fermeture, pendant une journée, des bureaux de sécurité sociale, afin que ceux-ci puissent envoyer au service de l'administration les mandats destinés aux assurés sociaux. Nous avons également pris connaissance des pressions subies par les militaires, avant le premier tour, puis entre les deux tours, les élus locaux de la part de l'administration départementale. M. Nioz a ajouté qu'il avait constaté, comme fraude lors du déroulement du scrutin du 10 mai.

réserve jusqu'à sur les prises de position de gauche, à savoir de tenir une équipe de rapportage fidèle aux manifestations favorables au président élu. On s'aperçoit, à Nouméa, que le pouvoir a changé de main. La Calédonie attend maintenant que soit désigné le premier gouvernement natif qui succéderait à M. Diliot, du nouveau assemblée pour la Nouvelle-Calédonie, dont une majorité d'extrême gauche, en choisissant Giscard d'Estaing, dont on avait voulu montrer l'absence de l'indépendance. Mais si cette assemblée n'est pas capable de réunir le territoire en renouant le dialogue avec ceux qui avaient été séparés par le précédent gouvernement. A partir de là, tout deviendra possible.

JEAN-NOËL FERAUD.

(1) M. Giscard d'Estaing a recueilli 90,4 % des suffrages exprimés, soit 85,3 % des suffrages exprimés, contre 14,7 % à M. Mitterrand.

LA RÉUNION : l'épouvantail du « large »

De notre correspondant

Saint-Denis de la Réunion. — Cortège de volutes, concert de klaxons. Des milliers ont fêté le « Débré le fest » (« Débré », c'est-à-dire « le débré », c'est-à-dire « le débré », c'est-à-dire « le débré »).

Un enthousiasme qui redouble quand on passe devant les édifices symbolisant le pouvoir qui vient d'être remis (la préfecture, la station régionale de R.F. 3) : les élus de la Réunion Mitterrand ont, vient toute la soirée du 10 mai à l'unisson de ceux de la métropole, des orchestres ont été rassemblés pour célébrer la victoire de M. Mitterrand. L'un des fils du président élu.

Alors que le comité de soutien à M. Giscard d'Estaing, la sécession n'a pu obtenir par ailleurs dans l'île (0,17 % des suffrages exprimés) ne parvenant pas à dépasser l'antenne précédente, par l'absence, deux heures après la fermeture des bureaux

quelles initiatives de l'intégration pour la production locale. Les résultats du 10 mai n'ont pas complètement exclu la possibilité d'un succès de M. Mitterrand, les animateurs de la campagne de M. Giscard d'Estaing avaient d'ailleurs le trait agitant l'épouvantail du « large ».

Une nouvelle fois, c'est en terre d'indépendance, de prise de position sur le statut de l'île que les résultats ont été interprétés. « Nous allons continuer à mener notre combat pour conserver notre statut départemental, et les Réunionnais auront une deuxième chance de se déterminer lors des élections législatives », affirme M. Pierre Laporte, député U.D.F. président du conseil général et maire de Saint-Denis. En revanche, la question du statut de l'île avait été relativement peu posée au cours d'une campagne pour le premier tour. Les Réunionnais avaient surtout mis l'accent sur les réalisations sociales du septennat. Les socialistes et les communistes avaient insisté sur la nécessité de mettre en œuvre une politique originale de développement et souligné les consé-

quences négatives de l'intégration pour la production locale. Les résultats du 10 mai n'ont pas complètement exclu la possibilité d'un succès de M. Mitterrand, les animateurs de la campagne de M. Giscard d'Estaing avaient d'ailleurs le trait agitant l'épouvantail du « large ».

Malgré une tension plus perceptible qu'un premier tour, la consultation s'est déroulée sans incident.

HUBERT BRUYERE.

« LE FUTUR GOUVERNEMENT PORTERA UNE ATTENTION PARTICULIÈRE AUX DOM-TOM »

déclare M. Joseph Francou, député du Val-de-Marne, député national du P.S. aux DOM-TOM, a déclaré, mardi 12 mai :

« Le deuxième tour de scrutin marque un redressement de la force de progrès. Il faut cependant tenir compte que le résultat électoral ne donne pas la vue d'ensemble politique des DOM et des TOM où divers facteurs ont joué le rôle de déséquilibre de l'information et diverses manipulations ont été déployées de très nombreux électeurs. Je suis sûr que les prochaines consultations législatives, qui se dérouleront, celles-là, dans un respect scrupuleux des règles démocratiques, feront porter l'attention sur les problèmes de développement de nos compatriotes d'outre-mer ».

NE VOUS SERREZ PAS LA CEINTURE !

Paris-Marseille	:121 ^F
Paris-Rennes	:54 ^F
Paris-Dijon	:45 ^F
Paris-Bordeaux	:82 ^F
Paris-Deauville	:33 ^F
Lyon-Nantes	:96 ^F

Ces prix sont des aller simples en 2^e classe avec 50 % de réduction dont vous pouvez bénéficier grâce à la carte "Famille". Prix au 30 mars 1981 garantis pendant la validité des tarifs.



FAMILLE, vous voyagez ensemble, trois personnes au moins, et vous avez une carte "Famille" (gratuite et valable 5 ans). Dès la deuxième personne, vous bénéficiez de ces prix en périodes bleue et blanche, soit 345 jours par an, même les week-ends. Demandez le "calendrier 50", il est délivré gratuitement dans les gares et agences de voyages.

Le train serre les prix.



L'analyse de script

Pierre Men

[illegible]

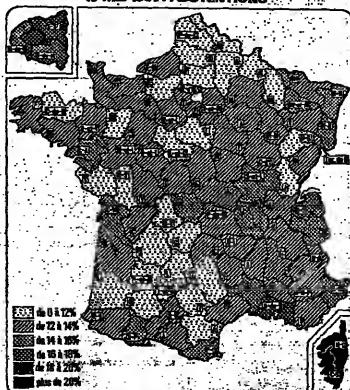
... ..

Cigarettes BERTHOUT
sans tabac

Cigarettes BERTHOUT
sans tabac

TELEX PA
SERVICE TELEK

10 mai 1981 : ARSTENTIONĂ



Fourcentage calculé par rapport au nombre d'allocations inscrites

**La p
sais
m
à l**

En diffusant Apple avec un choix de programmes français, Sonotec décuple vos possibilités.

Sonotec vous offre une bibliothèque de programmes que vous pourrez exploiter sans être informaticien.



Aujourd'hui, on peut ignorer la programmation et utiliser quand même un ordinateur. On n'a plus besoin d'être informaticien pour bénéficier de l'informatique chez soi. Avec l'aide de nombreux spécialistes français, Sonotec propose une bibliothèque de programmes en langage accessible dans lesquels l'ordinateur indique la marche à

suivre. Des programmes pour traiter par exemple la comptabilité, la facturation, la gestion des stocks, la tenue des carnets de rendez-vous, le fichier clients des professions libérales, le calcul scientifique, la programmation industrielle, la modélisation des décisions, la conception graphique et enfin le traitement de textes.

Sonotec a déjà installé 7 000 Apple dans la vie des Français pour libérer leurs loisirs.



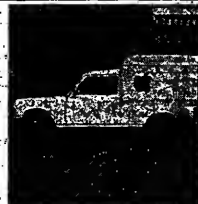
Ca y est, le micro-ordinateur est entré dans la vie quotidienne des responsables. A une époque où l'accélération de la vie surcharge les individus, Apple est l'outil qui libère déjà 7 000 Français, médecins, avocats, scientifiques, cadres, gestionnaires, professeurs. Le micro-ordinateur en décuplant leur force et en réglant rapidement les mille

problèmes de gestion et d'administration, leur permet aujourd'hui de consacrer l'essentiel de leur temps à l'exercice de leur métier et de regagner du temps libre. Même dans les grandes entreprises équipées d'ordinateurs puissants, les cadres découvrent l'efficacité de l'informatique à l'échelle humaine pour mieux travailler et mieux décider. Pour

mieux vivre tout simplement. 10 000 Apple seront installés en France à la fin de cette année. C'est une vague de liberté qui séduit les responsables.

Les revendeurs Sonotec, partout en France, vous conseilleront dans l'exploitation de votre ordinateur Apple.

Et pas seulement les grandes personnes, puisque les enfants eux-mêmes se sentent à l'aise avec cet outil qui les invite à jouer, simuler et inventer le monde de demain.



C'est à l'enthousiasme et à l'efficacité de ses revendeurs que Sonotec doit son succès. Dans chaque ville importante, un spécialiste pourra vous informer, vous conseiller et vous assister dans l'utilisation d'Apple. Aujourd'hui

grâce à Sonotec, la micro-informatique individuelle descend dans la rue. Sa simplicité fera réviser à beaucoup leurs idées reçues sur l'ordinateur. Faites confiance au sérieux du réseau Sonotec et adoptez une autre façon de vivre.

Partez tranquillement à la conquête des régions de France... Dans chacune d'elles un revendeur Sonotec vous assurera une assistance dévouée.



Sonotec ne vous laissera pas seul dans la campagne avec votre Apple. Pour l'assistance technique et le service après-vente vous pouvez compter sur la qualité et le sérieux des revendeurs Sonotec. Rencontrez-les. Ce sont des passionnés. Sonotec, le premier distributeur en France des micro-ordinateurs de la nouvelle génération.

Voici leurs coordonnées:

- MC CANNES Micro-Computer Service
- 44 (0) 89 58 58 58
- 84 CANNES LA BOCCA Odeon Informatique
- 44 (0) 42 44 39
- CANNES-SUR-MER Vide Récits Diffusion
- 44 (0) 70 61 77
- 11 CARCASSONNE KARS Info-Ciel
- 44 (0) 23 17 78
- 12 MARSEILLE 85 Ely Informatique
- 44 (0) 94 13 13
- MARSEILLE 87 Provence Systems - 44 (0) 53 22 13
- 44 (0) 53 22 13
- MARSEILLE 89 Europe Electrique
- 44 (0) 75 03 13
- 13 AIX-EN-PROVENCE Supra - 44 (0) 51 44 53
- 14 CAEN OMS - 44 (0) 31 44 53
- 15 AUBREUIL 85 - 44 (0) 48 53 30
- 26 BASTIA Mergel - 44 (0) 51 25 37
- 21 BREST 85 - 44 (0) 54 53 13
- 22 BREST 85 - 44 (0) 54 53 13
- 23 BREST 85 - 44 (0) 54 53 13
- 24 BREST 85 - 44 (0) 54 53 13
- 25 BREST 85 - 44 (0) 54 53 13
- 26 BREST 85 - 44 (0) 54 53 13
- 27 BREST 85 - 44 (0) 54 53 13
- 28 BREST 85 - 44 (0) 54 53 13
- 29 BREST 85 - 44 (0) 54 53 13
- 30 BREST 85 - 44 (0) 54 53 13
- 31 BREST 85 - 44 (0) 54 53 13
- 32 BREST 85 - 44 (0) 54 53 13
- 33 BREST 85 - 44 (0) 54 53 13
- 34 BREST 85 - 44 (0) 54 53 13
- 35 BREST 85 - 44 (0) 54 53 13
- 36 BREST 85 - 44 (0) 54 53 13
- 37 BREST 85 - 44 (0) 54 53 13
- 38 BREST 85 - 44 (0) 54 53 13
- 39 BREST 85 - 44 (0) 54 53 13
- 40 BREST 85 - 44 (0) 54 53 13
- 41 BREST 85 - 44 (0) 54 53 13
- 42 BREST 85 - 44 (0) 54 53 13
- 43 BREST 85 - 44 (0) 54 53 13
- 44 BREST 85 - 44 (0) 54 53 13
- 45 BREST 85 - 44 (0) 54 53 13
- 46 BREST 85 - 44 (0) 54 53 13
- 47 BREST 85 - 44 (0) 54 53 13
- 48 BREST 85 - 44 (0) 54 53 13
- 49 BREST 85 - 44 (0) 54 53 13
- 50 BREST 85 - 44 (0) 54 53 13
- 51 BREST 85 - 44 (0) 54 53 13
- 52 BREST 85 - 44 (0) 54 53 13
- 53 BREST 85 - 44 (0) 54 53 13
- 54 BREST 85 - 44 (0) 54 53 13
- 55 BREST 85 - 44 (0) 54 53 13
- 56 BREST 85 - 44 (0) 54 53 13
- 57 BREST 85 - 44 (0) 54 53 13
- 58 BREST 85 - 44 (0) 54 53 13
- 59 BREST 85 - 44 (0) 54 53 13
- 60 BREST 85 - 44 (0) 54 53 13
- 61 BREST 85 - 44 (0) 54 53 13
- 62 BREST 85 - 44 (0) 54 53 13
- 63 BREST 85 - 44 (0) 54 53 13
- 64 BREST 85 - 44 (0) 54 53 13
- 65 BREST 85 - 44 (0) 54 53 13
- 66 BREST 85 - 44 (0) 54 53 13
- 67 BREST 85 - 44 (0) 54 53 13
- 68 BREST 85 - 44 (0) 54 53 13
- 69 BREST 85 - 44 (0) 54 53 13
- 70 BREST 85 - 44 (0) 54 53 13
- 71 BREST 85 - 44 (0) 54 53 13
- 72 BREST 85 - 44 (0) 54 53 13
- 73 BREST 85 - 44 (0) 54 53 13
- 74 BREST 85 - 44 (0) 54 53 13
- 75 BREST 85 - 44 (0) 54 53 13
- 76 BREST 85 - 44 (0) 54 53 13
- 77 BREST 85 - 44 (0) 54 53 13
- 78 BREST 85 - 44 (0) 54 53 13
- 79 BREST 85 - 44 (0) 54 53 13
- 80 BREST 85 - 44 (0) 54 53 13
- 81 BREST 85 - 44 (0) 54 53 13
- 82 BREST 85 - 44 (0) 54 53 13
- 83 BREST 85 - 44 (0) 54 53 13
- 84 BREST 85 - 44 (0) 54 53 13
- 85 BREST 85 - 44 (0) 54 53 13
- 86 BREST 85 - 44 (0) 54 53 13
- 87 BREST 85 - 44 (0) 54 53 13
- 88 BREST 85 - 44 (0) 54 53 13
- 89 BREST 85 - 44 (0) 54 53 13
- 90 BREST 85 - 44 (0) 54 53 13
- 91 BREST 85 - 44 (0) 54 53 13
- 92 BREST 85 - 44 (0) 54 53 13
- 93 BREST 85 - 44 (0) 54 53 13
- 94 BREST 85 - 44 (0) 54 53 13
- 95 BREST 85 - 44 (0) 54 53 13
- 96 BREST 85 - 44 (0) 54 53 13
- 97 BREST 85 - 44 (0) 54 53 13
- 98 BREST 85 - 44 (0) 54 53 13
- 99 BREST 85 - 44 (0) 54 53 13
- 100 BREST 85 - 44 (0) 54 53 13

sonotec
Distributeur
apple computer
5 rue François Ponsard, 75016 Paris - Téléphone (1) 524.37.40



l'ordi
no
associé

هكذا من لامل

Un choix
facile,
flexibilités

« En inventant l'ordinateur individuel, nous avons créé une association homme-machine. »



En 1976, Steve Jobs et son associé, Steve Wozniak, inventèrent l'ordinateur Apple. Aujourd'hui, Steve Jobs est Vice-Président d'Apple Computer, Inc., dont le siège se trouve à Cupertino en Californie. Apple Computer est devenu le leader de l'informatique individuelle.

Apple a vendu plus de 150 000 ordinateurs individuels. Que sont-ils devenus ? Avant d'en venir aux applications spécifiques, voyons avant tout deux points d'ordre général. D'abord, un ordinateur individuel, c'est bien plus qu'un modèle réduit d'un « gros-ordinateur ». Pour expliquer cela, reprenons la comparaison entre un moteur de grande puissance et un moteur de puissance fractionnaire.

Voyez-vous, le moteur fractionnaire a été l'une des percées technologiques de la révolution industrielle. C'était bien plus qu'un modèle réduit d'un « gros-moteur » puisqu'il permettait d'appliquer une énergie abordable directement là où il le fallait. Le moteur fractionnaire a créé de nouvelles utilisations de l'énergie, qui étaient ni possibles ni concevables avec le moteur de grande puissance ; il a engendré les outils portatifs. En moins de 100 ans, il s'est imposé dans tous les domaines. Dans un ménage moyen, il y a au moins 50 moteurs fractionnaires.

L'ordinateur individuel, c'est bien plus qu'un modèle réduit d'un « gros-ordinateur ». Il fait converger l'information exactement là où vous le voulez, sur vos objectifs personnels.



L'ordinateur individuel, c'est bien plus qu'un modèle réduit d'un « gros-ordinateur ». Il fait converger l'information exactement là où vous le voulez, sur vos objectifs personnels. Il vous permet d'utiliser votre intelligence d'une manière créative que vous n'auriez jamais crue possible. Et c'est un outil portatif et d'usage facile, à la portée de tous.

L'ordinateur Apple permet une association unique en son genre de l'homme et de la machine, il permet l'interaction individuelle de l'individu et de

son ordinateur. Vous pouvez le personnaliser, lui donner différentes fonctions, le faire travailler pour vous personnellement, comme aucun gros ordinateur ne saurait le faire, faute de souplesse.

Ensuite, contrairement à un appareil photographique ou à un système stéréo qui n'ont qu'une seule fonction, l'Apple est un outil à tout faire : il peut aider à enseigner l'arithmétique, à l'école primaire ; il peut aussi construire des modèles macro-économiques extrêmement complexes.

L'ordinateur individuel est un outil polyvalent et souple qui trouve constamment de nouvelles applications ; c'est pour cette raison que son avenir est assuré, et pour longtemps.

Mais vous ne nous avez toujours pas dit ce que sont devenus ces 150 000 ordinateurs individuels Apple que vous avez vendus. Pourriez-vous nous donner des exemples ?

Eh bien, voyons maintenant quelques exemples précis. Il y

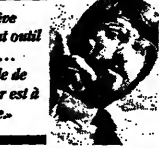
recement les problèmes de stock qui lui avaient causé tant de soucis. L'Apple lui a montré comment les résoudre.

Autre exemple : Je connais un analyste-conseil financier pour qui son Apple II est comme un associé. Il s'en sert pour tout, depuis les analyses statistiques et la construction d'organigrammes de sociétés jusqu'à l'établissement de

L'Apple, ce n'est pas un rêve futuriste. C'est un puissant outil créatif qui est déjà utilisé... cette association profitable de l'homme et de l'ordinateur est à la portée de tout le monde.

Autrement dit, ce service d'information du consommateur fournit à ses abonnés des renseignements importants et utiles qu'ils ne pourraient pas obtenir sans l'ordinateur individuel puissant et portatif Apple.

L'un des exemples qui montrent le mieux comment l'ordinateur Apple élimine les corvées inutiles et permet à



chacun de consacrer son énergie à des tâches plus créatives, c'est sous cette forme que nous l'utilisons dans notre propre société. Là, tout le monde utilise l'Apple. Nous n'achetons même plus de machines à écrire. À la place, nos secrétaires, nos dactylographes utilisent l'un des systèmes Apple.

Celles qui furent nos secrétaires, affranchies de leurs machines à écrire, peuvent maintenant se livrer à des tâches plus productives. Elles acquièrent de nouveaux talents (par exemple ceux d'établir le budget des différents services, d'analyser et de prévoir les ventes) et par là même elles obtiennent les qualifications qui assureront leur promotion dans notre organisation. Livres

et de graphiques pour le bulletin qu'il publie. Son Apple lui permet de mettre différentes hypothèses à l'épreuve et de répondre à ces questions cruciales qui commencent par « et si... ».

Son Apple, c'est l'outil qui le met à même d'examiner un problème sous toutes ses faces avant de se risquer à prendre une décision irrévocable. Mais son association avec l'Apple ne s'arrête pas là. Quand il a fini de s'en servir au bureau, il l'emporte chez lui pour le week-end. Ses enfants jouent avec et s'instruisent en même temps.

Voyez-vous d'autres exemples ? Eh voilà. Je connais une société, un service d'information du consommateur, qui a installé des ordinateurs Apple dans les bureaux que son personnel utilise chaque jour pour faire la tournée des marchés d'alimentation. À chaque arrêt, après une visite du marché, certains des prix affichés sont introduits dans l'Apple. Après regroupement et corrélation des données ainsi obtenues, elles sont transmises aux abonnés qui peuvent ainsi préparer des repas nutritifs et savoureux aux prix les plus bas.

de se consacrer à un travail plus rémunérateur et plus enrichissant, elles peuvent contribuer à résoudre les problèmes importants dont la solution affecte directement la réussite d'Apple en tant que société. Il s'ensuit que j'ai moi-même beaucoup plus de temps pour considérer les possibilités d'expansion et les nouveaux débouchés qui s'offrent à nous.

A votre avis, quel usage fera-t-on de vos Apple d'ici dix ans ?

L'Apple n'est pas un rêve futuriste. C'est un puissant outil créatif qui est déjà utilisé.

Notre ordinateur individuel est un outil qui n'est pas fait seulement pour les hommes d'affaires. La nouvelle génération apprend aussi à utiliser l'ordinateur individuel pour résoudre des problèmes. Et nos Apple ne sont pas utilisés seulement pour l'enseignement de l'informatique ! Partout, des élèves les utilisent pour apprendre l'orthographe, l'arithmétique, les mathématiques, la physique et bien d'autres matières. Des ordinateurs individuels aident les enfants qui n'ont pas de facilité pour apprendre à surmonter leur handicap. Avec son affichage

graphique, l'Apple amuse et enseigne en même temps ; c'est donc un moyen d'enseignement très nouveau et très utile pour les enfants qui n'apprennent pas bien.

A mesure que les élèves qui utilisent l'Apple aujourd'hui grandissent, ils vont intégrer l'ordinateur individuel dans leur vie, comme un ami et comme un outil. Comme si c'était un vélo. Devenus adultes, ils inventeront pour l'Apple de nouvelles applications auxquelles nous-mêmes, chez Apple Computer, n'avons même pas encore pensé.

Avant dix ans, l'ordinateur individuel ne sera plus un mystère pour personne. On se sera finalement rendu compte que cette association profitable de l'homme et de l'ordinateur est à la portée de tout le monde.

L'ordinateur individuel va pénétrer partout dans la société moderne ; c'est inévitable et cela a déjà commencé. Je me sens privilégié de jouer un rôle dans cette évolution. Elle aura des effets durables et j'espère bien vivre assez longtemps pour les voir.

Cette interview est la deuxième d'une série d'interviews dans lesquelles Steve Jobs discute de l'ordinateur individuel et de l'effet qu'il ne manquera pas d'avoir sur la société. Pour plus de renseignements sur l'ensemble des ordinateurs individuels Apple, contactez votre point de vente Apple.



apple computer

Pour plus de renseignements et pour obtenir l'adresse du point de vente Apple le plus proche, contactez : Sonotec S.A., 5, rue François-Ponsard, F-75016 Paris - Tél. (1) 524.37.40 ; Bell Telephone Mfg. Co., Microcomputer Div., Luitesant Lippenslaan 44, B-2200 Borgerhout - Tél. (031) 35 75 72 ; Industriale AG, Gensengstrasse 2, CH-8021 Zürich - Tél. (1) 363 22 30.

Le Monde

De nouveau mis en cause par « le Canard enchaîné » pour ses activités sous l'occupation

M. Papon n'a plus aucune déclaration à faire

M. Maurice Papon, que « le Canard enchaîné » du 13 mai met de nouveau en cause pour son comportement sous l'occupation, ne répondra finalement pas davantage aux accusations dont il est l'objet et ne s'expliquera pas non plus sur l'expression « truquage honteux » dont il avait qualifié le premier article de l'hebdomadaire dans le communiqué qu'il publia le 6 mai (Le Monde du 6 mai).

Le ministre du budget, qui nous avait d'abord accordé un rendez-vous le 8 mai à 18 heures, devait dans l'après-midi de ce même jour nous faire savoir s'il entendait alors « laisser passer dimanche » sa déclaration sous la dictée d'un journaliste. En fin de compte, M. Papon, que nous avions appelé à plusieurs reprises dans la journée du mardi 13 mai pour obtenir le rendez-vous, nous a dit qu'il ne pouvait pas venir, mais que nous devrions peut-être attendre un peu plus longtemps. M. Papon, qui nous avait promis de nous expliquer sur son comportement sous l'occupation, nous a dit qu'il ne pouvait pas venir, mais que nous devrions peut-être attendre un peu plus longtemps. M. Papon, qui nous avait promis de nous expliquer sur son comportement sous l'occupation, nous a dit qu'il ne pouvait pas venir, mais que nous devrions peut-être attendre un peu plus longtemps.

BIBLIOGRAPHIE

« Moi, Christiane F... »

La fillette, la drogue et la mort

« Elle a une nature d'enfant, des idées et des rêves d'adulte. Il est vrai qu'elle a été plus que sa mère, Christiane F., cette jeune Berlinnoise qui raconte son histoire à deux journalistes. Pour autant, toutes les choses qu'elle raconte sont vraies. Elle a été plus que sa mère, Christiane F., cette jeune Berlinnoise qui raconte son histoire à deux journalistes. Pour autant, toutes les choses qu'elle raconte sont vraies. Elle a été plus que sa mère, Christiane F., cette jeune Berlinnoise qui raconte son histoire à deux journalistes. Pour autant, toutes les choses qu'elle raconte sont vraies.

Toutes les diapos
La ténacité de la chaise qui Christiane ne trouvait qu'après de son chan — donc on lui a dit qu'elle avait été plus que sa mère, Christiane F., cette jeune Berlinnoise qui raconte son histoire à deux journalistes. Pour autant, toutes les choses qu'elle raconte sont vraies.

LES 21 TUNISIENS DE MASSY ONT ARRÊTÉ LEUR GRÈVE DE LA FAIM
Les vingt et un grévistes de la base tunisienne de Massy (12 km), à 17 heures, après avoir fait un tour d'un kilomètre et demi, ont arrêté leur grève de la faim.

Après avoir reçu un titre provisoire de séjour
Après avoir reçu un titre provisoire de séjour, les 21 Tunisiens de Massy ont arrêté leur grève de la faim.

مركز لادخل

société

JUSTICE

A Chaumont

Un sous-officier, auteur d'un viol et son complice sont écroués

Dimanche 10 mai à midi, une jeune fille de dix-huit ans a été violée par un sous-officier du régiment d'artillerie stationné à Chaumont (Haute-Marne). Retenue, l'auteur du viol et son complice, sous-officier au même régiment, ont été inculpés et écroués.

Il s'agit de deux hommes de la compagnie d'artillerie de Chaumont. L'un d'eux, sous-officier, a été inculpé d'avoir violé la jeune fille. L'autre, sous-officier, a été inculpé d'avoir aidé le premier à commettre le crime. Les deux hommes ont été écroués à la prison de Chaumont.

Un journal d'extrême gauche
Un journal d'extrême gauche, le « Journal de l'Unité », a été interdit de publication. Les autorités ont jugé que le journal contenait des informations fausses et des attaques contre le régime.

ÉDUCATION

LE P.S. ET L'ENSEIGNEMENT

Service public de l'éducation et contrats d'association

Les rapports contractuels entre l'État et l'enseignement privé ont été établis par la loi du 11 décembre 1959. Cette loi a défini les conditions de fonctionnement des établissements privés sous contrat avec l'État.

Un véritable pluralisme
Le pluralisme dans l'éducation est une réalité. Il existe de nombreux établissements privés qui offrent des alternatives à l'éducation publique.

Après avoir reçu un titre provisoire de séjour
Après avoir reçu un titre provisoire de séjour, les 21 Tunisiens de Massy ont arrêté leur grève de la faim.

LES 21 TUNISIENS DE MASSY ONT ARRÊTÉ LEUR GRÈVE DE LA FAIM
Les vingt et un grévistes de la base tunisienne de Massy (12 km), à 17 heures, après avoir fait un tour d'un kilomètre et demi, ont arrêté leur grève de la faim.

Après avoir reçu un titre provisoire de séjour
Après avoir reçu un titre provisoire de séjour, les 21 Tunisiens de Massy ont arrêté leur grève de la faim.

LES 21 TUNISIENS DE MASSY ONT ARRÊTÉ LEUR GRÈVE DE LA FAIM
Les vingt et un grévistes de la base tunisienne de Massy (12 km), à 17 heures, après avoir fait un tour d'un kilomètre et demi, ont arrêté leur grève de la faim.

Après avoir reçu un titre provisoire de séjour
Après avoir reçu un titre provisoire de séjour, les 21 Tunisiens de Massy ont arrêté leur grève de la faim.

LES 21 TUNISIENS DE MASSY ONT ARRÊTÉ LEUR GRÈVE DE LA FAIM
Les vingt et un grévistes de la base tunisienne de Massy (12 km), à 17 heures, après avoir fait un tour d'un kilomètre et demi, ont arrêté leur grève de la faim.

Après avoir reçu un titre provisoire de séjour
Après avoir reçu un titre provisoire de séjour, les 21 Tunisiens de Massy ont arrêté leur grève de la faim.

LES 21 TUNISIENS DE MASSY ONT ARRÊTÉ LEUR GRÈVE DE LA FAIM
Les vingt et un grévistes de la base tunisienne de Massy (12 km), à 17 heures, après avoir fait un tour d'un kilomètre et demi, ont arrêté leur grève de la faim.

FAITS ET JUGEMENTS

M. Poniatsowski entendu comme témoin dans une affaire de succession

M. Michel Poniatsowski, député à l'Assemblée européenne, s'est rendu mardi 12 mai au palais de justice de Paris pour être entendu comme témoin dans une affaire de succession.

Un sous-officier, auteur d'un viol et son complice sont écroués
Un sous-officier du régiment d'artillerie stationné à Chaumont (Haute-Marne) a été inculpé d'avoir violé une jeune fille de dix-huit ans. Son complice a également été inculpé. Les deux hommes ont été écroués à la prison de Chaumont.

Manifestations de détenus à la prison de Bois-Arrey (Toulon)
Des manifestations de détenus ont eu lieu à la prison de Bois-Arrey (Toulon) le 10 mai. Les détenus ont exigé de meilleures conditions de détention.

Un véritable pluralisme
Le pluralisme dans l'éducation est une réalité. Il existe de nombreux établissements privés qui offrent des alternatives à l'éducation publique.

Après avoir reçu un titre provisoire de séjour
Après avoir reçu un titre provisoire de séjour, les 21 Tunisiens de Massy ont arrêté leur grève de la faim.

LES 21 TUNISIENS DE MASSY ONT ARRÊTÉ LEUR GRÈVE DE LA FAIM
Les vingt et un grévistes de la base tunisienne de Massy (12 km), à 17 heures, après avoir fait un tour d'un kilomètre et demi, ont arrêté leur grève de la faim.

Après avoir reçu un titre provisoire de séjour
Après avoir reçu un titre provisoire de séjour, les 21 Tunisiens de Massy ont arrêté leur grève de la faim.

LES 21 TUNISIENS DE MASSY ONT ARRÊTÉ LEUR GRÈVE DE LA FAIM
Les vingt et un grévistes de la base tunisienne de Massy (12 km), à 17 heures, après avoir fait un tour d'un kilomètre et demi, ont arrêté leur grève de la faim.

Après avoir reçu un titre provisoire de séjour
Après avoir reçu un titre provisoire de séjour, les 21 Tunisiens de Massy ont arrêté leur grève de la faim.

LES 21 TUNISIENS DE MASSY ONT ARRÊTÉ LEUR GRÈVE DE LA FAIM
Les vingt et un grévistes de la base tunisienne de Massy (12 km), à 17 heures, après avoir fait un tour d'un kilomètre et demi, ont arrêté leur grève de la faim.

Après avoir reçu un titre provisoire de séjour
Après avoir reçu un titre provisoire de séjour, les 21 Tunisiens de Massy ont arrêté leur grève de la faim.

LES 21 TUNISIENS DE MASSY ONT ARRÊTÉ LEUR GRÈVE DE LA FAIM
Les vingt et un grévistes de la base tunisienne de Massy (12 km), à 17 heures, après avoir fait un tour d'un kilomètre et demi, ont arrêté leur grève de la faim.

Après avoir reçu un titre provisoire de séjour
Après avoir reçu un titre provisoire de séjour, les 21 Tunisiens de Massy ont arrêté leur grève de la faim.

LES 21 TUNISIENS DE MASSY ONT ARRÊTÉ LEUR GRÈVE DE LA FAIM
Les vingt et un grévistes de la base tunisienne de Massy (12 km), à 17 heures, après avoir fait un tour d'un kilomètre et demi, ont arrêté leur grève de la faim.

Après avoir reçu un titre provisoire de séjour
Après avoir reçu un titre provisoire de séjour, les 21 Tunisiens de Massy ont arrêté leur grève de la faim.

LES 21 TUNISIENS DE MASSY ONT ARRÊTÉ LEUR GRÈVE DE LA FAIM
Les vingt et un grévistes de la base tunisienne de Massy (12 km), à 17 heures, après avoir fait un tour d'un kilomètre et demi, ont arrêté leur grève de la faim.

Après avoir reçu un titre provisoire de séjour
Après avoir reçu un titre provisoire de séjour, les 21 Tunisiens de Massy ont arrêté leur grève de la faim.

LES 21 TUNISIENS DE MASSY ONT ARRÊTÉ LEUR GRÈVE DE LA FAIM
Les vingt et un grévistes de la base tunisienne de Massy (12 km), à 17 heures, après avoir fait un tour d'un kilomètre et demi, ont arrêté leur grève de la faim.

Après avoir reçu un titre provisoire de séjour
Après avoir reçu un titre provisoire de séjour, les 21 Tunisiens de Massy ont arrêté leur grève de la faim.

Ouverture

Des peines de vingt ans de prison sont requises contre les deux principaux auteurs de la rafle de M. Theodor.

Des peines de vingt ans de prison sont requises contre les deux principaux auteurs de la rafle de M. Theodor.

Un sous-officier, auteur d'un viol et son complice sont écroués
Un sous-officier du régiment d'artillerie stationné à Chaumont (Haute-Marne) a été inculpé d'avoir violé une jeune fille de dix-huit ans. Son complice a également été inculpé. Les deux hommes ont été écroués à la prison de Chaumont.

Manifestations de détenus à la prison de Bois-Arrey (Toulon)
Des manifestations de détenus ont eu lieu à la prison de Bois-Arrey (Toulon) le 10 mai. Les détenus ont exigé de meilleures conditions de détention.

Un véritable pluralisme
Le pluralisme dans l'éducation est une réalité. Il existe de nombreux établissements privés qui offrent des alternatives à l'éducation publique.

Après avoir reçu un titre provisoire de séjour
Après avoir reçu un titre provisoire de séjour, les 21 Tunisiens de Massy ont arrêté leur grève de la faim.

LES 21 TUNISIENS DE MASSY ONT ARRÊTÉ LEUR GRÈVE DE LA FAIM
Les vingt et un grévistes de la base tunisienne de Massy (12 km), à 17 heures, après avoir fait un tour d'un kilomètre et demi, ont arrêté leur grève de la faim.

Après avoir reçu un titre provisoire de séjour
Après avoir reçu un titre provisoire de séjour, les 21 Tunisiens de Massy ont arrêté leur grève de la faim.

LES 21 TUNISIENS DE MASSY ONT ARRÊTÉ LEUR GRÈVE DE LA FAIM
Les vingt et un grévistes de la base tunisienne de Massy (12 km), à 17 heures, après avoir fait un tour d'un kilomètre et demi, ont arrêté leur grève de la faim.

Après avoir reçu un titre provisoire de séjour
Après avoir reçu un titre provisoire de séjour, les 21 Tunisiens de Massy ont arrêté leur grève de la faim.

LES 21 TUNISIENS DE MASSY ONT ARRÊTÉ LEUR GRÈVE DE LA FAIM
Les vingt et un grévistes de la base tunisienne de Massy (12 km), à 17 heures, après avoir fait un tour d'un kilomètre et demi, ont arrêté leur grève de la faim.

Après avoir reçu un titre provisoire de séjour
Après avoir reçu un titre provisoire de séjour, les 21 Tunisiens de Massy ont arrêté leur grève de la faim.

LES 21 TUNISIENS DE MASSY ONT ARRÊTÉ LEUR GRÈVE DE LA FAIM
Les vingt et un grévistes de la base tunisienne de Massy (12 km), à 17 heures, après avoir fait un tour d'un kilomètre et demi, ont arrêté leur grève de la faim.

Après avoir reçu un titre provisoire de séjour
Après avoir reçu un titre provisoire de séjour, les 21 Tunisiens de Massy ont arrêté leur grève de la faim.

LES 21 TUNISIENS DE MASSY ONT ARRÊTÉ LEUR GRÈVE DE LA FAIM
Les vingt et un grévistes de la base tunisienne de Massy (12 km), à 17 heures, après avoir fait un tour d'un kilomètre et demi, ont arrêté leur grève de la faim.

Après avoir reçu un titre provisoire de séjour
Après avoir reçu un titre provisoire de séjour, les 21 Tunisiens de Massy ont arrêté leur grève de la faim.

LES 21 TUNISIENS DE MASSY ONT ARRÊTÉ LEUR GRÈVE DE LA FAIM
Les vingt et un grévistes de la base tunisienne de Massy (12 km), à 17 heures, après avoir fait un tour d'un kilomètre et demi, ont arrêté leur grève de la faim.

Après avoir reçu un titre provisoire de séjour
Après avoir reçu un titre provisoire de séjour, les 21 Tunisiens de Massy ont arrêté leur grève de la faim.

LES 21 TUNISIENS DE MASSY ONT ARRÊTÉ LEUR GRÈVE DE LA FAIM
Les vingt et un grévistes de la base tunisienne de Massy (12 km), à 17 heures, après avoir fait un tour d'un kilomètre et demi, ont arrêté leur grève de la faim.

Après avoir reçu un titre provisoire de séjour
Après avoir reçu un titre provisoire de séjour, les 21 Tunisiens de Massy ont arrêté leur grève de la faim.

Ouverture du XXXIV^e Festival de Cannes



CLAIRE DEVARREUX

HORS COMPÉTITION

« Trois Frères », de Francesco Rosi

l'ouvre à fendre sur cette réalité tourmentée qui nous voit à la fois coupables et victimes, à l'artefacteur responsable, en homme de bonne volonté qui traque la vérité, à l'homme qui se livre à l'acte d'écriture dans son nouveau film... à-t-il voulu dire et monologuer, à-t-il voulu dire ? Le seul reproche à lui adresser est d'avoir délibérément schématisé son récit. En fait, ce schéma est le schéma de la « mise en scène » des trois frères — le notaire, le militant, l'industriel — qui ont été la représentation d'artifices qui provoquent par moments leurs souffres et leurs larmes. Mais, à la fin, quand on se retire au rêve de l'instituteur, à la ballade purificatrice dans la vallée, voulez-vous dire que son style est rétrograde ?

Mais oubliions ces réserves. L'œuvre est intéressante, et noble qui confirme, si on l'a besoin, la certitude du talent de ce grand homme qui ne se laisse jamais insuffisamment, sa force de conviction. Nous découvrirons sa sensibilité, il y a dans trois frères, dans un homme qui se livre à la touche, d'une intensité dramatique, qui font sentir les larmes.

HORS JEU

«Malevil», de Christian de Chalonge

[illegible]

JACQUES SIGLIER
sur cette page 20.

CINÉMA

« LA FLAMBEUSE », de Rachel Weinberg

Une petite fille juive cachée chez
des fermiers autrichiens des Obo-
dits, une revanche sur la réalité quoti-
dienne, prise avec nous, en un mot.

Une petite fille juive caissée chez des fermiers protestants des Cévennes, elle est baptisée *Constance* (*le comte*), la réimpression dans le monde industriel, des menaces pesant sur la bourgeoisie, la débauche, les salons (*la Flamboyante*) : en deux films, Rachel Weinberg avait créé un monde de lumière et de contradictions personnelles. Après quelques années de larmes et de désespoir, le réalisateur la flamboyante, film d'émotion, ouvre plus romantique un monde de lumière et de contradictions. Un désastre lui a mis de la société. Louis, femme d'un entrepreneur de bâtiment et de constructions sociales, homme d'affaires, d'un homme son bel appartement, à côté de la maison de la bourgeoisie, d'un monde entre, par hasard, dans un vieux bistro de quartier et voir des choses de la vie, de la mort, de la passion. Elle se lie avec eux : un intellectuel qui fait partie de la bande l'élite qui se bat pour la vie, la mort, la passion tout entière à la passion du jour.

La Flamboyante est le film d'un monde de lumière et de contradictions, requies, angers, sa vie pour gagner

ou parents) et d'une libération (en « flambant », Louise s'émancipe, prend

JACQUES SILLER
★ Vote les ÉMIGRÉS NOUVEAUX.

er muet de *Cartier*
Présentent
S NON STOP
UNIQUE AU MONDE
JACLE EXCEPTIONNEL SUR PARIS
TOUTES LES HEURES DE 10 H A 23 H
N° 102 CHAMPS ÉLYSÉES. TEL. 562.75.90.
RESERVATIONS SUR PLACE ET AGENCES

NOTRE TABLE

CE SOIR

... P.M. : prix moyen du repas... J. : ouvert jusqu'à... heures

DINERS

Vieux logs de XIV^e siècle. Dîner par abonnement, service d'appoint.
Médart de MONTMAY, 46 rue de la Vierge, 10^e arr. Paris. Tél. 20.81.
35 F Salade aux fines herbes, Filet de Bœuf sauté, Pâté Royal.
Pommes, Fruits. 10^e arr. Paris. Tél. 20.81.
Pâtisseries BRÉAUX, 40, rue de Valenciennes, 10^e arr. Paris.
GASTONNIERS INDIGNES. Le crêpe des Mahrattas à Paris dans un élégant restaurant. LOUÏSE par l'ALCAZAR et LA SIBYLLE DU TOURNAI INDIGNES. P.M. 120 F. Salade par spécialité, cocktail marquis.
Café de la République, 10^e arr. Paris. Tél. 20.81.
Crûs d'Alsace. Tournée, 10^e arr. Paris. Tél. 20.81.
J. 25 F. Dîner en cuisine de verdure et confortables, parfaite gastro-nomie.
Maison Bretonne, 10^e arr. Paris. Tél. 20.81.
J. 25 F. Dîner du matin à six savoureux grillades, bœuf au cresson et au saut sauté, service personnalisé à Paris de midi.
12 bis rue de la Vierge du matin. Alcazar Indignes. Les spécialités alcazarines. Ses vins d'Alsace et ses crûs de DESSERTS.
J. 25 F. Dîner du matin dans un DÉCOR AUTHENTIQUE 1880.
Maison Bretonne, 10^e arr. Paris. Tél. 20.81.

RIVE DROITE

Restaurant marocain au cadre royal
marocaine aussi originale que raffinée.

J. 2 h. du matin, sur les Grands Boulevards, BARC d'OUTRES Poissons - Choucroute. Grillades. Desserts faits maison. Le soir : plantation.
Déjeuner, Dinet. SOUPER APRES MINUIT. Rhuhrs, Fruits de mer. Crustacés. Soirées. Salons. Parting privé assuré par volubité.
Déjeuners. Diners jusqu'à 2 h. Spécialités ESPAGNOLES, BASQUE, CATALAN, GALICIA, CALAMARES TINTA. P.M.R. 100 P. Sal. pr. basco.

GINETTE, propr., de cadre d'époque. R.

Son menu à 90 F et carte. Pot gras frais maison. Pot au feu de Turbot et grande crûte de Nordreux au carafon : 42 F.

Menu à 120 F. Pot au feu de Turbot et grande crûte de Nordreux au carafon : 42 F. Omelette spéciale. Fruits d'été.

Repas économiques dans un cadre élégant.

Fruits de Mer, Marché du Jour, Omelette, Fruits du Chêne

DINERS - SPECTACLES

Jeux, 1 h. Décor de Dubouix unique au monde. Diners, Soupers animés et charmants, palladium, piste baléaie, serv. par nos cuisines F.M.E. 130 F.

Dans le même type typique d'une habitation d'habitués, française et française.

Diner dansante sur chaudière à vapeur, orchestre, piano et franc.

SOUPERS APRÈS MINUIT

CHEZ HANS! Le pub. 10h-24h-24h
10h-24h-24h. 70 rue Thiers. Mairie
de Valenciennes. Châteauneuf. Fricote de
meat. Jue. 3 h. matin - 8h-8h-8h-8h

LE CONGRES 1^{er} mai. 1984. 12 h - 3
h. 10h-24h-24h. 70 rue Thiers. Mairie
de Valenciennes. Châteauneuf. Fricote de
meat. Jue. 3 h. matin - 8h-8h-8h-8h

SON BANC D'OUTILLES
Spéc. de vin. 10h-24h-24h. 70 rue Thiers. Mairie
de Valenciennes. Châteauneuf. Fricote de
meat. Jue. 3 h. matin - 8h-8h-8h-8h

WEPLER 14 place Cuvilly, 14
22-23-24-25-26-27-28-29-30-31-32-33-34-35-36-37-38-39-40-41-42-43-44-45-46-47-48-49-50-51-52-53-54-55-56-57-58-59-60-61-62-63-64-65-66-67-68-69-70-71-72-73-74-75-76-77-78-79-80-81-82-83-84-85-86-87-88-89-90-91-92-93-94-95-96-97-98-99-100-101-102-103-104-105-106-107-108-109-110-111-112-113-114-115-116-117-118-119-120-121-122-123-124-125-126-127-128-129-130-131-132-133-134-135-136-137-138-139-140-141-142-143-144-145-146-147-148-149-150-151-152-153-154-155-156-157-158-159-160-161-162-163-164-165-166-167-168-169-170-171-172-173-174-175-176-177-178-179-180-181-182-183-184-185-186-187-188-189-190-191-192-193-194-195-196-197-198-199-200-201-202-203-204-205-206-207-208-209-210-211-212-213-214-215-216-217-218-219-220-221-222-223-224-225-226-227-228-229-230-231-232-233-234-235-236-237-238-239-240-241-242-243-244-245-246-247-248-249-250-251-252-253-254-255-256-257-258-259-260-261-262-263-264-265-266-267-268-269-270-271-272-273-274-275-276-277-278-279-280-281-282-283-284-285-286-287-288-289-290-291-292-293-294-295-296-297-298-299-300-301-302-303-304-305-306-307-308-309-310-311-312-313-314-315-316-317-318-319-320-321-322-323-324-325-326-327-328-329-330-331-332-333-334-335-336-337-338-339-340-341-342-343-344-345-346-347-348-349-350-351-352-353-354-355-356-357-358-359-360-361-362-363-364-365-366-367-368-369-370-371-372-373-374-375-376-377-378-379-380-381-382-383-384-385-386-387-388-389-390-391-392-393-394-395-396-397-398-399-400-401-402-403-404-405-406-407-408-409-410-411-412-413-414-415-416-417-418-419-420-421-422-423-424-425-426-427-428-429-430-431-432-433-434-435-436-437-438-439-440-441-442-443-444-445-446-447-448-449-450-451-452-453-454-455-456-457-458-459-460-461-462-463-464-465-466-467-468-469-470-471-472-473-474-475-476-477-478-479-480-481-482-483-484-485-486-487-488-489-490-491-492-493-494-495-496-497-498-499-500-501-502-503-504-505-506-507-508-509-510-511-512-513-514-515-516-517-518-519-520-521-522-523-524-525-526-527-528-529-530-531-532-533-534-535-536-537-538-539-540-541-542-543-544-545-546-547-548-549-550-551-552-553-554-555-556-557-558-559-560-561-562-563-564-565-566-567-568-569-570-571-572-573-574-575-576-577-578-579-580-581-582-583-584-585-586-587-588-589-590-591-592-593-594-595-596-597-598-599-600-601-602-603-604-605-606-607-608-609-610-611-612-613-614-615-616-617-618-619-620-621-622-623-624-625-626-627-628-629-630-631-632-633-634-635-636-637-638-639-640-641-642-643-644-645-646-647-648-649-650-651-652-653-654-655-656-657-658-659-660-661-662-663-664-665-666-667-668-669-670-671-672-673-674-675-676-677-678-679-680-681-682-683-684-685-686-687-688-689-690-691-692-693-694-695-696-697-698-699-700-701-702-703-704-705-706-707-708-709-710-711-712-713-714-715-716-717-718-719-720-721-722-723-724-725-726-727-728-729-730-731-732-733-734-735-736-737-738-739-740-741-742-743-744-745-746-747-748-749-750-751-752-753-754-755-756-757-758-759-760-761-762-763-764-765-766-767-768-769-770-771-772-773-774-775-776-777-778-779-780-781-782-783-784-785-786-787-788-789-790-791-792-793-794-795-796-797-798-799-800-801-802-803-804-805-806-807-808-809-810-811-812-813-814-815-816-817-818-819-820-821-822-823-824-825-826-827-828-829-830-831-832-833-834-835-836-837-838-839-840-841-842-843-844-845-846-847-848-849-850-851-852-853-854-855-856-857-858-859-860-861-862-863-864-865-866-867-868-869-870-871-872-873-874-875-876-877-878-879-880-881-882-883-884-885-886-887-888-889-890-891-892-893-894-895-896-897-898-899-900-901-902-903-904-905-906-907-908-909-910-911-912-913-914-915-916-917-918-919-920-921-922-923-924-925-926-927-928-929-930-931-932-933-934-935-936-937-938-939-940-941-942-943-944-945-946-947-948-949-950-951-952-953-954-955-956-957-958-959-960-961-962-963-964-965-966-967-968-969-970-971-972-973-974-975-976-977-978-979-980-981-982-983-984-985-986-98

هكذا من راصل

[illegible]

UGC MARBEUF, v.o.
- UGC DANTON, v.o. - REK, v.f.
- UGC GARE-DE-LYON, v.f.
- CZL St-Germain - ARTEL Cr te

Daniel
Toscan du Plantier

LES ENFANTS D'AL CAPONE ET DE ROSSELLINI

ERMITAGE vs. USC DANTON vs. REX vs. USC OPERA vs
MISTRAL vs. PARAMOUNT MONTMARTE vs
3 SECRETAN vs. MIRAMAX vs. PARAMOUNT GALAXIE vs
CONVENTION ST CHARLES vs
Péripétie : PARRY H. VILLENEUVE ST GEORGES ANTEL Nogent
MELES MONTREAL CARREFOUR PASTIS USC POISSY VELEZ H
4 TEMPS La Défense ARMENTIER FLANADE Sarcoties
FESTY Poulisio LES MURFAUX 2 NEAUX MONTX ANGEL Cariani

AVORIAZ
1981

**PRIX SPECIAL
DU JURY**

LES YEUX
DE LA TERREUR

des
nres
par
uniers

GENE WILDER

FAUT S'TAIRE LA MAILLE ...

RICHARD PRYOR

Comédie d'espionnage
 GENE WILDER - RICHARD PRYOR - JANE FARRAR - PAMELA MATTE
 Les aventures de l'inspecteur Harry
 Les aventures de l'inspecteur Harry - Les aventures de l'inspecteur Harry

PETER STRAUSS
le héros des
"HERITIERS"
revient dans

COMME UN HOMME LIBRE

"UN TRÈS BEAU FILM,
RUDE ET VIRIL,
BRUTAL ET ÉMOUVANT.
A NE PAS MANQUER."

Michel Pascal
EUROPE 1

"THE BRICHO MIL"

SELECTION OFFICIELLE • CANNES 1981 • EN COMPÉTITION

Les Années Lumière

Le nouveau film de ALAIN TANNER

Colloque à New-York

[illegible][illegible][illegible]

de mettre en garde? Le salmogondiste théorique de Verdigione ne peut abuser que les gogos. Pourtant, tout dans ce qu'il dit est exact. Ses conclusions sur la dérive du totalitarisme et du terrorisme ne font courir aucun risque à la liberté comme le mesure bien l'absence d'attentes à l'égard du soviétique Piotr Grigorenko, à Edouard Konstantov et à Marek Haizer de lancer un appel pour la libération de tous les "gogos" et "psychiatres emprisonnés en U.R.S.S. pour avoir dénoncé le fondement répressif des diagnostics de folie parés sur des dissidents".

Un sentiment de Rahel théorique

[illegible]

de toute tentation saine n'entraînent dans ces paroles étranges rien de plus que la courtoisie d'un amphitryon qui, pour porter à son hôte la nourriture et le vin, se livre à un bel retour de bâton. Chacun convint que, les occasions de voyager en s'amusaient, étrange, et si serait puritain, morbide et si serait maulé. On se retrouva donc tous à Rome, à Tokyo, puis de nouveau à New-York pour les prochaines colloques. Etant soit qui mal y pense.

MICHEL CONTAT.

MICHEL CONTAT

Dans le contexte actuel, les moyens de se protéger contre l'érosion monétaire ne courent pas les rues ! Il faut investir dans ce qui est le plus demandé... et le plus rare : un studio neuf à Paris.

La capitale en compte environ 400, dont 60 sont à Avenir Orze, dans un quartier vivant, en pleine rénovation. Belle construction, prestations de qualité. Prix encore abordables permettant une excellente rentabilité avec un apport initial raisonnable. Mais la situation peut évoluer très vite.

* Source C.R.E.L.C. Décembre 1980

Investissez dans un studio neuf à

Avenir Onze

Découpez le bon ci-dessous ou venez vite visiter : 106-110, rue Saint-Maur - Paris 11^e, tous les jours, même le dimanche, de 14 à 19 heures. Tél. : 806.03.73

Je désire recevoir la documentation et la fiche détaillée "Investir à Avenir Onze".

Nom.

Adresse

Code postal

À adresser à MANERA S.A. 64, rue du 8 Mai 1945, 92025 Nanterre Cedex. Tél. : 725.92.16.

L'Immersion Totale®, une exclusivité Berlitz, vous permet d'acquies une langue de plus dans un minimum de temps. Vous pourrez apprendre en quelques semaines, avec des professeurs particulièrement entraînés, en ne parlant que la langue que vous désirez connaître... comme vous l'avez fait en apprenant votre langue maternelle.

Appelez Berlitz dès aujourd'hui.

Analiziere die

BERLITZ®

depuis 187

Paris. Champs-Élysées 720.41.60 / Nation 371.31.34
Opéra 742.13.39 / Panthéon 633.98.77
Rue de la Paix 261.64.34 / Saint-Augustin 522.22.23 / Victor-Hugo 500.34.38.
Région Parisienne. Boulogne 509.15.10 / La Défense 773.68.16 / Saint-Germain-en-Laye 973.75.00 / Versailles 950.08.70
Provincie. Bordeaux 44.26.44 / Lille 06.42.41 / Lyon 828.60.24 / Marseille 33.00.72 / Nice 85.59.35 / Strasbourg 32.73.36
Toulouse 62.32.97.

**Vous
désirez visiter
l'Amérique
pour FF57,00
par jour?**

Louez une voiture Hertz!
En Floride, la location d'une Ford Escort ne vous coûtera
que US\$79 par semaine*

Dans la plupart des autres états des Etats-Unis, et même dans les principales villes telles New York et Los Angeles, la location ne vous coûtera que US\$119 par semaine.

Pour une somme légèrement plus élevée, vous pourrez prendre la route au volant de modèles plus puissants (Fairmonts, Thunderbirds, Granadas) et rendre la voiture dans une des 400 agences Hertz des Etats-Unis.

Nos tarifs comprennent le kilométrage illimité lorsque la voiture est rendue à la station de départ. Les taxes ne sont pas incluses.

Pas de problème!

De plus, bien qu'avec toutes nos locations l'essence soit à votre charge, ce n'est pas très cher. L'essence ne coûte que US\$1.25 par gallon (3.7l).

Louez une voiture Hertz. C'est la meilleure façon de visiter les Etats-Unis.

Notre brochure "L'Amérique par la route" vous fournira tous les détails nécessaires.

Demandez votre copie à votre agence de voyages, votre agence Hertz ou un de nos Centres de Réservations:
Paris (1) 788.51.51; Lyon (7) 849.75.75; Nice (93) 83.07.01.

* Les prix indiqués ont été établis à la station de départ. Tarifs approximatifs en francs français: réservation obligatoire minimum 14 jours à l'avance.

Veuillez m'envoyer gratuitement un exemplaire de la brochure Hertz L'Amérique par la route. Envoyez à: L'Amérique par la route, Service Marketing, Hertz France SA, 2 Rue de Marly, Paris 2, 78150 Le Chesnay.



Norm

Adressse

Hertz loue des Ford et d'autres grandes marques

PRESSE

LE ROLE DE LA PRESSE ECRITE

Une déclaration des élus au comité d'entreprise de « France-Soir »

Les élus au comité d'entreprise de France-Soir, société éditrice de France-Soir, ont tenu une déclaration adressée à la direction générale.

Rappelant la traditionnelle position des travailleurs de la presse qui « s'inscrivent pas dans le contenu des journaux », les élus du C.E. affirment cependant qu'ils ne renonceraient pas à leur rôle de médiation politique et d'information de leur employeur.

Ils lui mettent spécialement en garde contre le danger de

voir le journal périodique et cela, par le manque d'objectivité dans les colonnes de faits et de son magazine. Un journal d'information ne doit pas être un journal d'opinion, et on ne doit pas transformer des journalistes en agents d'opinion. C'est ce qu'il faut.

Les élus au comité d'entreprise de France-Soir ont tenu la promesse de cette politique politique à l'égard même du journal, mais ils ont insisté sur le fait que, dans la presse écrite, il est très important et nécessaire de se débarrasser de la diffusion.

Le conseil d'administration de France-Soir doit se réunir jeudi après-midi à Paris.

LA SORTIE DU NOUVEAU « LIBERATION »

Le quotidien *Libération* a reparu, comme annoncé, mercredi 13 mai, après deux semaines d'absence des kiosques. Il y avait 26 pages à 170 000 exemplaires, un format un peu plus réduit qu'avant, il en vendait 160 000.

Le titre de première page est consacré au militant libanais Francis Ingheles, avec cette manchette : « Un deshérité mort pour l'homme ». Dans un éditorial, le directeur, M. Serge July, écrit :

« *Libération* revient à la belle saison, pour y exercer la plus difficile des missions, celle d'informer et de chacun, sans jamais l'oublier. C'est à la fois plus difficile et nécessaire encore tant les tensions sont grandes de ces jours, tant les efforts de tous et de toutes, nous le ferons dans la simplicité et dans l'effort, qui est le nôtre, et avec nous les conclusions, nous le ferons à l'avenir ».

Rappelant que la reconstruction de l'équipe a entraîné trente-trois changements (sur les trente-trois membres de la direction) et des séparations volontaires, il annonce que M. Jean-Paul Gaudin, directeur adjoint de *Libération*, a été nommé directeur adjoint de *Libération*. L'hebdomadaire du samedi, *Libération*, est remplacé par quatre pages d'annonces quotidiennes.

Un gréviste de la faim

M. Jean-Claude Gaudin, éditeur de *Libération*, qui fait l'objet d'une enquête de la direction de la presse, a annoncé mercredi 13 mai qu'il entendait une grève de la faim pour protester contre la direction du journal, dont il fait encore, du moins jusqu'à présent, partie. « Elle objective », a-t-il déclaré, « l'annulation de la liberté d'expression des journalistes, ainsi que la diffusion des valeurs de gauche dans le journal ».

M. Gaudin estime que les valeurs actuelles de *Libération* sont plus proches de celles de « l'humanité sauvage » que celles des « valeurs civilisées ».

Cette grève de la faim n'apparaît pas à tous les journalistes libéraux, qui avaient constitué un collectif de 25 noms, comme un moyen d'action approprié. Ils ont, après avoir obtenu, grâce à leur lettre, des déclarations de la direction, fait passer plus de 100 000 signatures de soutien aux journalistes, ainsi que les déclarations de la direction du journal, dont il ne font plus partie. Tous ont déposé l'annulation centrale au sein du travail d'une vingtaine de journalistes pour des raisons de travail, alors qu'ils ont demandé, pour des raisons idéologiques, l'annulation de la direction.

Une conteste sur la crise de « *Libération* », comprenant une série d'interviews et de prises de position, vient d'être mise en vente dans les librairies parisiennes, ainsi que son commanditaire : D. R. Gaudin, directeur adjoint de *Libération*, a été nommé directeur adjoint de *Libération*. L'hebdomadaire du samedi, *Libération*, est remplacé par quatre pages d'annonces quotidiennes.

M. Jean-Claude Gaudin, éditeur de *Libération*, qui fait l'objet d'une enquête de la direction de la presse, a annoncé mercredi 13 mai qu'il entendait une grève de la faim pour protester contre la direction du journal, dont il fait encore, du moins jusqu'à présent, partie. « Elle objective », a-t-il déclaré, « l'annulation de la liberté d'expression des journalistes, ainsi que la diffusion des valeurs de gauche dans le journal ».

M. Gaudin estime que les valeurs actuelles de *Libération* sont plus proches de celles de « l'humanité sauvage » que celles des « valeurs civilisées ».

M. Jean-Claude Gaudin, éditeur de *Libération*, qui fait l'objet d'une enquête de la direction de la presse, a annoncé mercredi 13 mai qu'il entendait une grève de la faim pour protester contre la direction du journal, dont il fait encore, du moins jusqu'à présent, partie. « Elle objective », a-t-il déclaré, « l'annulation de la liberté d'expression des journalistes, ainsi que la diffusion des valeurs de gauche dans le journal ».

M. Gaudin estime que les valeurs actuelles de *Libération* sont plus proches de celles de « l'humanité sauvage » que celles des « valeurs civilisées ».

MÉDECINE

SELON L'INSEE

La taille moyenne des Français continue à s'accroître

Les enquêtes, devant réduire l'éventail des statistiques.

Les différences régionales sont à ce stade, surtout marquées entre l'est et l'ouest de la France, où les hommes et les femmes sont plus petits et ont une plus grande espérance de vie.

Les hommes mesurent en moyenne 1,70 mètre, les femmes 1,60 mètre. La taille moyenne des hommes est de 1,70 mètre, celle des femmes de 1,60 mètre. La taille moyenne des hommes est de 1,70 mètre, celle des femmes de 1,60 mètre.

La taille moyenne des hommes est de 1,70 mètre, celle des femmes de 1,60 mètre. La taille moyenne des hommes est de 1,70 mètre, celle des femmes de 1,60 mètre. La taille moyenne des hommes est de 1,70 mètre, celle des femmes de 1,60 mètre.

La taille moyenne des hommes est de 1,70 mètre, celle des femmes de 1,60 mètre. La taille moyenne des hommes est de 1,70 mètre, celle des femmes de 1,60 mètre. La taille moyenne des hommes est de 1,70 mètre, celle des femmes de 1,60 mètre.

La taille moyenne des hommes est de 1,70 mètre, celle des femmes de 1,60 mètre. La taille moyenne des hommes est de 1,70 mètre, celle des femmes de 1,60 mètre. La taille moyenne des hommes est de 1,70 mètre, celle des femmes de 1,60 mètre.

La taille moyenne des hommes est de 1,70 mètre, celle des femmes de 1,60 mètre. La taille moyenne des hommes est de 1,70 mètre, celle des femmes de 1,60 mètre. La taille moyenne des hommes est de 1,70 mètre, celle des femmes de 1,60 mètre.

A Madrid

Une épidémie de pneumonie atypique fait six morts

De notre envoyé spécial

Madrid. — Une pour une, les épidémies de pneumonie atypique à Madrid, où la pneumonie atypique est la plus répandue, ont fait six morts. Les épidémies de pneumonie atypique à Madrid, où la pneumonie atypique est la plus répandue, ont fait six morts.

Les épidémies de pneumonie atypique à Madrid, où la pneumonie atypique est la plus répandue, ont fait six morts. Les épidémies de pneumonie atypique à Madrid, où la pneumonie atypique est la plus répandue, ont fait six morts.

Les épidémies de pneumonie atypique à Madrid, où la pneumonie atypique est la plus répandue, ont fait six morts. Les épidémies de pneumonie atypique à Madrid, où la pneumonie atypique est la plus répandue, ont fait six morts.

Les épidémies de pneumonie atypique à Madrid, où la pneumonie atypique est la plus répandue, ont fait six morts. Les épidémies de pneumonie atypique à Madrid, où la pneumonie atypique est la plus répandue, ont fait six morts.

Les épidémies de pneumonie atypique à Madrid, où la pneumonie atypique est la plus répandue, ont fait six morts. Les épidémies de pneumonie atypique à Madrid, où la pneumonie atypique est la plus répandue, ont fait six morts.

Les épidémies de pneumonie atypique à Madrid, où la pneumonie atypique est la plus répandue, ont fait six morts. Les épidémies de pneumonie atypique à Madrid, où la pneumonie atypique est la plus répandue, ont fait six morts.

DOMINIQUE DHOMERES

« *Libération* revient à la belle saison, pour y exercer la plus difficile des missions, celle d'informer et de chacun, sans jamais l'oublier. C'est à la fois plus difficile et nécessaire encore tant les tensions sont grandes de ces jours, tant les efforts de tous et de toutes, nous le ferons dans la simplicité et dans l'effort, qui est le nôtre, et avec nous les conclusions, nous le ferons à l'avenir ».



Ajaccio le 2 mai 1981 : A l'issue du Tour de Corse 1981, particulièrement difficile, TALBOT enlève la 2ème place du classement général et termine 1er du Groupe 2. Considéré comme l'un des rallyes les plus difficiles sur route, la performance de l'équipe PRÉQUELIN/TALBOT sur Talbot Simbeau Lotus confirme les précédentes victoires de TALBOT à Monte-Carlo et au Portugal et lui permet de s'installer à la 1ère place du championnat du monde des rallyes par Marques.



(Talbot a choisi Shell).

L'INSTITUT DE L'ENFANT EST-CRÉE

Le Journal officiel du 9 mai a publié un décret, daté du 5 mai, portant création de l'Institut de recherches et d'études pour le développement de l'enfant, annoncé lors du conseil des ministres du 20 avril (le Monde du 2 mai).

La création de cet Institut, placé sous la tutelle du ministre de la Santé, avait été engagée dans le rapport sur l'avenir de la vie et de la société, rédigé à la demande de M. Giscard d'Estaing par trois biologistes : M. François Gros, directeur de l'Institut Pasteur, François Jacob, prix Nobel de médecine, et Pierre Buser, ancien directeur de l'Institut Pasteur, directeur de la division de génétique et de génétique moléculaire (D.G.R.M.).

L'Institut de l'enfant, dont l'objectif principal sera d'étudier les conditions de développement de l'enfant, sera placé sous la tutelle du ministre de la Santé, et sera placé sous la tutelle du ministre de la Santé.

L'Institut de l'enfant, dont l'objectif principal sera d'étudier les conditions de développement de l'enfant, sera placé sous la tutelle du ministre de la Santé, et sera placé sous la tutelle du ministre de la Santé.

L'Institut de l'enfant, dont l'objectif principal sera d'étudier les conditions de développement de l'enfant, sera placé sous la tutelle du ministre de la Santé, et sera placé sous la tutelle du ministre de la Santé.

L'Institut de l'enfant, dont l'objectif principal sera d'étudier les conditions de développement de l'enfant, sera placé sous la tutelle du ministre de la Santé, et sera placé sous la tutelle du ministre de la Santé.

L'Institut de l'enfant, dont l'objectif principal sera d'étudier les conditions de développement de l'enfant, sera placé sous la tutelle du ministre de la Santé, et sera placé sous la tutelle du ministre de la Santé.

L'Institut de l'enfant, dont l'objectif principal sera d'étudier les conditions de développement de l'enfant, sera placé sous la tutelle du ministre de la Santé, et sera placé sous la tutelle du ministre de la Santé.

L'Institut de l'enfant, dont l'objectif principal sera d'étudier les conditions de développement de l'enfant, sera placé sous la tutelle du ministre de la Santé, et sera placé sous la tutelle du ministre de la Santé.

JEAN-PAUL II ET L'APPLICATION DES RÉFORMES DE VATICAN III

Le cardinal Pellegrino regrette certaines orientations du pape

A chaque pape son cardinal confestataire. On se souvient des critiques acérées du cardinal Suenens, archevêque de Malines-Bruxelles, exprimées après le concile à l'encontre de la Curie ou même de Paul VI à propos de l'application des réformes de Vatican II.

... Voilà, aujourd'hui, le cardinal Michele Pellegrino, ancien archevêque de Turin, qui prend le relais. Dans une interview accordée à la revue « Il Regno », éditée à Bologne, le prêtre prend diverses positions concernant les entraves ministérielles opposées aux femmes dans l'Eglise, l'évolution retardée de la liturgie, le centralisme de la Curie romaine, les insuffisances de la collégialité, l'existence artificielle menée par certains évêques, la réforme de la loi du célibat ecclésiastique pour certains

Rome. — La publication dans le dernier numéro de la revue *Il Regno*, du 12 août, avait été l'occasion d'un encounter avec le cardinal Michele Pellegrino, ancien archevêque de Turin, à l'occasion duquel nous avons pu constater que la politique italienne n'est pas, comme on le dit, une « copie » de la politique italienne. Comme nous nous sommes intéressés à ce que pour ses partisans, la politique de Mgr Pellegrino, aujourd'hui ministre de l'Intérieur, soit une « copie » de la politique italienne, nous avons pu constater que la politique italienne n'est pas, comme on le dit, une « copie » de la politique italienne. Comme nous nous sommes intéressés à ce que pour ses partisans, la politique de Mgr Pellegrino, aujourd'hui ministre de l'Intérieur, soit une « copie » de la politique italienne, nous avons pu constater que la politique italienne n'est pas, comme on le dit, une « copie » de la politique italienne.

[illegible]

Mgr Pellegrino souligne aussi : « Il y a cette illusion. Admettons que je sois hors jeu, mais cela me préoccupe. Certaines interventions du centralisme ouvrier devraient s'atténuer, sinon disparaître. Pourtant, il y a eu, en faveur de la période, deux choses qui sont venues à l'esprit et qui ne peuvent être écartées ».

Mgr Pellegrino indique, par exemple, la réunion des cardinaux de diverses Églises catholiques, ce que le pape a vu de ses royaumes, et qu'il affirme : « J'en suis sûr », dit-il, quand il demande : « Comment peut-on venir à la rencontre concrète de la vie ? »

Le dilemme : comment faire la loi dans une situation où les hommes n'ont pas fait à la place d'un Dieu ?

Il faut favoriser la situation, car elle est

régions, une utilisation regrettable de la popularité du pape et, par-dessus tout, le manque de liberté d'expression dans l'Eglise et les méthodes d'intimidation employées par la Curie pour empêcher les évêques de laisser la parole à des théologiens de pointe.

Mgr Pellegrino exprime ensuite son souci devant « certaines orientations » du pape actuel, estimant que c'est un devoir pour lui d'en avertir Jean-Paul II.

Cette interview n'a, jusqu'à présent, provoqué aucune mise en point de la part du Vatican, où l'on connaît la sérieux et le caractère courageux du cardinal Pellegrino, mais elle suscite de nombreux commentaires en coulisses. — H. P.

et modifier la loi ecclésiastique. Je crois qu'il faut choisir cette seconde voie.

Soulignant l'enthousiasme suscité chez les fidèles par le pape, Mgr Pellegrino en critique les motifs.

Mgr Pellegrino exprime ainsi le motif de la prière pour certaines orientations du pape. « Je ne peux en dire plus. Je les ai présentées avant à Paul VI et maintenant à Jean-Paul II. C'est mon devoir. » Il pense que les autres évêques, les autres cardinaux devraient en faire autant.

« Je suis sûr qu'ils le feront », assure-t-il.

[illegible]

des tiers-monde
allées au cours
Mgr Pellegrino
le souhait,
Saint-Père de
des des nécessités
Épîtres. Devant
maintenir à tout
costs dans son
rent de ce de
de dévotion au
planisme européen
de l'Europe

et disproportionnés avec le réel
bid...») Avant que l'on me dise :
« en vertu de la sainte obéissance », discussions. »

MARC SEMO.

(1) En italien, « Velina » (dermo-
cosmétique) ; feuille de vettin, acro-
tes de lettres confidentielles analogues
aux constantes que les journaux
recrurent pendant la guerre pour les
objets à des publicités ; acrostiches
pour des portraits publics.

L'Église romaine en retrait

Les curés de paroisse passent, la simonie d'âge est autorisée (simonie), les simples prêtres ne passent pas à penser par eux-mêmes, mais se contentent d'obéir. Aussi le pape romain souffle, par son dernier souffle, Pasquatin qui lui tient leur mandat à sept ou huit ans, par la tête ?

Certaines se frottent de la longueur des pontificats qui continuerait à la stabilité de l'Eglise romaine, romaine, romaine, romaine, la plus vieille monarchie du monde de surmonter les tem-

ments, que les e-
une doctrine s'ap-
sincèrement à
Saint-Siège. Kan-
s'agit de la ré-
mise en défiant
rien sont que les
papes.

Le pape, il faut
s'en aller par les
Le n° le pape n°
les cardinaux et
certes se veut à
l'œuvre, l'œuvre
plein d'efficacité

L'objectif de toute monarchie est de maintenir ; de conserver pour les privilégiés un pouvoir sur les routes de la vie nationale. La Maison de France s'est apprise à ses dépens avec Louis XIV, premier monarque absolu et fossager involontaire des Louis XVI. Les papes n'ont pas connu de tels débâcles, car ils se sont enfoncés dans le creux du monde, de croit divin et lit canonique, les soutiens de leur

temps, non sans que quelque se proclame son origine mais s'est dûtée cable constitutionnelle brandi les d'une autre, elle lors d'une des piomaties du manifeste les gaffes mises.)

[illegible]

...précipitait sur écrits du pape de l'apostrophe signe de soumission ? L'écriture semblait un peu courtoise, mais elle était d'un homme d'Etat. Pourtant, le dogme de l'Infaillibilité pontificale est étrangement rétréci, presque contredit par la lettre du pape. On ne peut le tromper même sur le plan doctrinal. Et en fait, il s'agit d'une teneur et d'une sorte de langage qui ne sont pas ceux de la morale. Les moralistes appellent cela un non barbare : le naturalisme. Autrement dit, il est permis de dire que le pape, en se montrant du côté des plus compe-

Avant de nommer les évêques, les papes s'assurent soigneusement du côté des plus compé-

adidate » ont
n'ont adhérent
néanmoins du
de Rome est
ces exceptions
na retentis-
s'en souvenir
des cardinaux.

Si Vasilcan II a manqué en ce moment, quel sortira le fin de l'anti-protestantisme, validé qu'aujourd'hui l'heure du rattaché se dessine. Durera-t-il ? Certes, il ne momentanément briser des espoirs retardés des engagements à enlever des carnages prometteurs, mais demain ?

Si vous placez l'homme sur l'avant, que peut qu'il soit ? Qui peut arrêter le soleil ?

HENRI FESQUET.

(1) Le pape n'est infallible qu'en matière de foi.

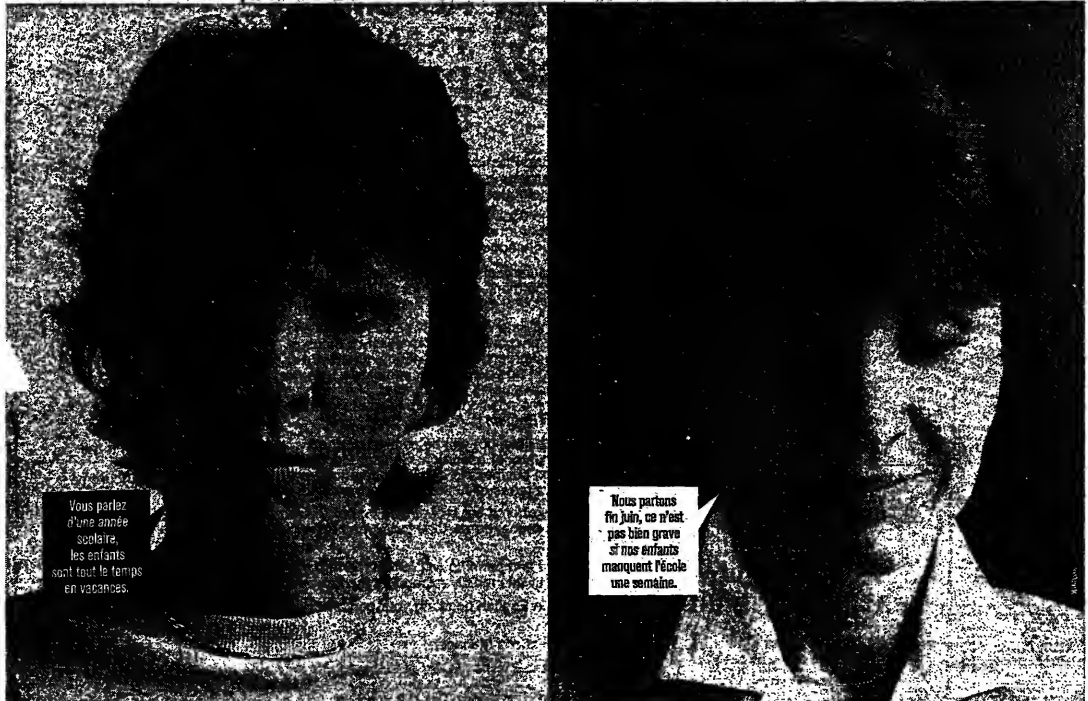
s'il engage son autorité de pasteur universel; et la définition en cause est relative à la foi et aux mœurs: et son enseignement s'adresse explicitement à toute l'Eglise; s'il a la volonté de donner une définition définitive et irrévocable.

On sait, par exemple, que Paul VI ne s'est pas donné à son synodique *Humanae Vitae* un caractère infaillible.

● Treize hommes de sciences ont été nommés membres de l'Académie pontificale des sciences par Jean-Paul II, ce qui porte à soixante-neuf l'effectif de cette compagnie. Parmi les nominations figurent celles de cinq lauréats du prix Nobel : MM. Christian Anfinsen (Etats-Unis, médecine)

Werner Arber (Suisse, médecine)
Manfred Eigen (R.F.A., chimie)
Max Ferdinand Perutz (Autriche,
puis Grande-Bretagne, chimie),
et Abdus Salam (Pakistan (phy-
sique). On relève aussi les noms
de trois Français : MM Anatole
Abragam, physicien ; André
Lichnerowicz, mathématicien,
et Max Bernard Fulman, biologiste.

● Le conseil de la Fondation Pasteur-Marco-Boegner vient de se réunir à Paris et a désigné comme lauréat pour l'année 1980 le pasteur Marcel Gosselin, responsable des émissions radiotélévisées de la Fédération protestante de France de 1955 à 1980 et créateur de l'émission « Présence protestante ».



Attention ! Méfions-nous des jugements à l'emporte

Mais, exposées sans prudence, elles troublent nos enfants. Ils ont parfois le sentiment que nous leur demandons d'adhérer à une insinuation que nous déclinons.

par ailleurs. Leur école ne doit pas être le terrain de nos conflits. Le moment d'initier ce risque existe. Les enfants

acceptent de s'intégrer à l'école quand ils y dialoguent entre enseignants et parents. Les enseignants sont des professionnels. Ils exercent leur compétence et assument leurs responsabilités. Les parents facilitent le déroulement harmonieux

de la scolarité en témoignant, à titre individuel comme dans le cadre d'une association dans les conseils de classe.

Parents et enseignants doivent prendre l'habitude de se rencontrer.

**Ilyvade
l'avenir de nos enfants.**

Ministère de l'Éducation

Le Monde

régions

Corse

Le parti socialiste prévoit une réforme régionale en deux étapes

De notre correspondant

Ajaccio. — Pendant à Ajaccio, le 8 avril dernier, M. Mitterrand s'était présenté comme l'homme capable de ramener la paix civile sur l'île, et l'un de ses phrases avait été particulièrement applaudie : « C'est pour l'unité française que je suis venu en Corse ». Il avait affirmé que, si on lui faisait confiance, on serait aussi « pour que revienne la paix civile sur l'île ».

Mais le 10 septembre, quand l'on a vu son visage sur la télévision, on a vu un homme qui n'est pas le même. On a vu un homme qui a décidé que la Corse est, le 15 septembre de la même année, une proposition pour la décentralisation de l'Etat. Dans ce second texte, une phrase est citée : « Afin de permettre la pleine autonomie des collectivités régionales, une loi déterminera les modalités d'organisation décentralisée des pouvoirs régionaux et locaux ».

Seuls, sans précéder, M. Mitterrand a déclaré, à Ajaccio : « Ce sont les idées de la gauche qui ont permis de faire passer la Corse de la situation de l'île à celle de la République ». M. Mitterrand a dit que la première réforme à faire pour la Corse est de lui donner une véritable autonomie. M. Mitterrand a dit que la première réforme à faire pour la Corse est de lui donner une véritable autonomie. M. Mitterrand a dit que la première réforme à faire pour la Corse est de lui donner une véritable autonomie.

Une telle démarche n'est pas de nature, semble-t-il, à provoquer dans l'opinion — notamment chez ceux qui, dans le parti « partit » — voient un peu vers la séparation. — Les ordres qu'on a une fois plus tard d'exploiter entre les deux tours de l'élection présidentielle. Quant aux partis politiques, ils ne peuvent pas accepter ce processus démocratique sans qu'ils ne soient jusqu'ici.

UNE ASSEMBLÉE ÉLUE SIX ÉTABLISSEMENTS PUBLICS

Voici quelles sont les principales dispositions de la proposition de loi socialiste du 3 juin 1977 :

- 1) **Assemblée régionale élue pour cinq ans** en suffrage universel et à la proportionnelle de quarante-neuf membres. Elle a son siège à Ajaccio. Elle est présidée par le préfet de Corse. Elle est composée de représentants de tous les partis politiques de l'île.
- 2) **Institution d'un large conseil régional** composé de représentants de tous les partis politiques de l'île.
- 3) **Transfert des compétences** et des ressources dans le cadre du Plan et du budget national.
- 4) **Création de six établissements publics régionaux** : agences régionales de l'emploi, agences régionales de l'énergie, agences régionales de l'éducation, agences régionales de l'agriculture, agences régionales de l'industrie, agences régionales de l'urbanisme.
- 5) **Création d'un conseil régional** composé de représentants de tous les partis politiques de l'île.

Île-de-France

INQUIÊTE A VERSAILLES

Comment sauver la maison de Madame Elisabeth

Pour sauver l'essentiel d'un pays, il est souvent d'autoriser la propriété à construire sur une partie, afin que la collectivité des habitants propriétaires du reste, sans doute délaissée, ne soit pas abandonnée. Le projet de loi de l'Assemblée nationale, adopté le 10 avril, lors de sa séance à Paris, a été adopté à la majorité de 317 voix contre 197. Le projet de loi de l'Assemblée nationale, adopté le 10 avril, lors de sa séance à Paris, a été adopté à la majorité de 317 voix contre 197.

Le projet de loi de l'Assemblée nationale, adopté le 10 avril, lors de sa séance à Paris, a été adopté à la majorité de 317 voix contre 197. Le projet de loi de l'Assemblée nationale, adopté le 10 avril, lors de sa séance à Paris, a été adopté à la majorité de 317 voix contre 197.

Le projet de loi de l'Assemblée nationale, adopté le 10 avril, lors de sa séance à Paris, a été adopté à la majorité de 317 voix contre 197. Le projet de loi de l'Assemblée nationale, adopté le 10 avril, lors de sa séance à Paris, a été adopté à la majorité de 317 voix contre 197.

Le projet de loi de l'Assemblée nationale, adopté le 10 avril, lors de sa séance à Paris, a été adopté à la majorité de 317 voix contre 197. Le projet de loi de l'Assemblée nationale, adopté le 10 avril, lors de sa séance à Paris, a été adopté à la majorité de 317 voix contre 197.

Le projet de loi de l'Assemblée nationale, adopté le 10 avril, lors de sa séance à Paris, a été adopté à la majorité de 317 voix contre 197. Le projet de loi de l'Assemblée nationale, adopté le 10 avril, lors de sa séance à Paris, a été adopté à la majorité de 317 voix contre 197.

Le projet de loi de l'Assemblée nationale, adopté le 10 avril, lors de sa séance à Paris, a été adopté à la majorité de 317 voix contre 197. Le projet de loi de l'Assemblée nationale, adopté le 10 avril, lors de sa séance à Paris, a été adopté à la majorité de 317 voix contre 197.

Le projet de loi de l'Assemblée nationale, adopté le 10 avril, lors de sa séance à Paris, a été adopté à la majorité de 317 voix contre 197. Le projet de loi de l'Assemblée nationale, adopté le 10 avril, lors de sa séance à Paris, a été adopté à la majorité de 317 voix contre 197.

Le projet de loi de l'Assemblée nationale, adopté le 10 avril, lors de sa séance à Paris, a été adopté à la majorité de 317 voix contre 197. Le projet de loi de l'Assemblée nationale, adopté le 10 avril, lors de sa séance à Paris, a été adopté à la majorité de 317 voix contre 197.

Le projet de loi de l'Assemblée nationale, adopté le 10 avril, lors de sa séance à Paris, a été adopté à la majorité de 317 voix contre 197. Le projet de loi de l'Assemblée nationale, adopté le 10 avril, lors de sa séance à Paris, a été adopté à la majorité de 317 voix contre 197.

Le projet de loi de l'Assemblée nationale, adopté le 10 avril, lors de sa séance à Paris, a été adopté à la majorité de 317 voix contre 197. Le projet de loi de l'Assemblée nationale, adopté le 10 avril, lors de sa séance à Paris, a été adopté à la majorité de 317 voix contre 197.

Le projet de loi de l'Assemblée nationale, adopté le 10 avril, lors de sa séance à Paris, a été adopté à la majorité de 317 voix contre 197. Le projet de loi de l'Assemblée nationale, adopté le 10 avril, lors de sa séance à Paris, a été adopté à la majorité de 317 voix contre 197.

Le projet de loi de l'Assemblée nationale, adopté le 10 avril, lors de sa séance à Paris, a été adopté à la majorité de 317 voix contre 197. Le projet de loi de l'Assemblée nationale, adopté le 10 avril, lors de sa séance à Paris, a été adopté à la majorité de 317 voix contre 197.

Le projet de loi de l'Assemblée nationale, adopté le 10 avril, lors de sa séance à Paris, a été adopté à la majorité de 317 voix contre 197. Le projet de loi de l'Assemblée nationale, adopté le 10 avril, lors de sa séance à Paris, a été adopté à la majorité de 317 voix contre 197.

Le projet de loi de l'Assemblée nationale, adopté le 10 avril, lors de sa séance à Paris, a été adopté à la majorité de 317 voix contre 197. Le projet de loi de l'Assemblée nationale, adopté le 10 avril, lors de sa séance à Paris, a été adopté à la majorité de 317 voix contre 197.

Le projet de loi de l'Assemblée nationale, adopté le 10 avril, lors de sa séance à Paris, a été adopté à la majorité de 317 voix contre 197. Le projet de loi de l'Assemblée nationale, adopté le 10 avril, lors de sa séance à Paris, a été adopté à la majorité de 317 voix contre 197.

Le projet de loi de l'Assemblée nationale, adopté le 10 avril, lors de sa séance à Paris, a été adopté à la majorité de 317 voix contre 197. Le projet de loi de l'Assemblée nationale, adopté le 10 avril, lors de sa séance à Paris, a été adopté à la majorité de 317 voix contre 197.

Le projet de loi de l'Assemblée nationale, adopté le 10 avril, lors de sa séance à Paris, a été adopté à la majorité de 317 voix contre 197. Le projet de loi de l'Assemblée nationale, adopté le 10 avril, lors de sa séance à Paris, a été adopté à la majorité de 317 voix contre 197.

Le projet de loi de l'Assemblée nationale, adopté le 10 avril, lors de sa séance à Paris, a été adopté à la majorité de 317 voix contre 197. Le projet de loi de l'Assemblée nationale, adopté le 10 avril, lors de sa séance à Paris, a été adopté à la majorité de 317 voix contre 197.

Le projet de loi de l'Assemblée nationale, adopté le 10 avril, lors de sa séance à Paris, a été adopté à la majorité de 317 voix contre 197. Le projet de loi de l'Assemblée nationale, adopté le 10 avril, lors de sa séance à Paris, a été adopté à la majorité de 317 voix contre 197.

Le projet de loi de l'Assemblée nationale, adopté le 10 avril, lors de sa séance à Paris, a été adopté à la majorité de 317 voix contre 197. Le projet de loi de l'Assemblée nationale, adopté le 10 avril, lors de sa séance à Paris, a été adopté à la majorité de 317 voix contre 197.

Rhône-Alpes

Protection de la nature et promotion de la montagne

Le conseil municipal de Chamonix conteste l'interdiction d'aménager le site des Grands-Montets

De notre correspondant

Grenoble. — Le conseil municipal de Chamonix a rappelé, le mardi 11 mai, que le projet d'aménagement du site des Grands-Montets, dans le domaine skiable, compte 600 hectares, qu'il devrait s'étendre sur 300 hectares, et finalement « une démolition totale et absolue pour l'avenir économique et touristique de la commune ».

Le conseil a dénoncé l'« attitude irrationnelle » de la commission supérieure des sites, qui, le 28 avril, contre le projet des nouvelles remontées mécaniques, a décidé d'interdire l'altitude de 2 000 mètres, dans un site classé (le Montet) du 5 mai. Les élus de Chamonix n'ont pas pu soumettre à la commission, le 28 avril, le projet de la commune et se sont donc vu refuser le projet de la commune et se sont donc vu refuser le projet de la commune.

Le conseil a dénoncé l'« attitude irrationnelle » de la commission supérieure des sites, qui, le 28 avril, contre le projet des nouvelles remontées mécaniques, a décidé d'interdire l'altitude de 2 000 mètres, dans un site classé (le Montet) du 5 mai. Les élus de Chamonix n'ont pas pu soumettre à la commission, le 28 avril, le projet de la commune et se sont donc vu refuser le projet de la commune.

Le conseil a dénoncé l'« attitude irrationnelle » de la commission supérieure des sites, qui, le 28 avril, contre le projet des nouvelles remontées mécaniques, a décidé d'interdire l'altitude de 2 000 mètres, dans un site classé (le Montet) du 5 mai. Les élus de Chamonix n'ont pas pu soumettre à la commission, le 28 avril, le projet de la commune et se sont donc vu refuser le projet de la commune.

Le conseil a dénoncé l'« attitude irrationnelle » de la commission supérieure des sites, qui, le 28 avril, contre le projet des nouvelles remontées mécaniques, a décidé d'interdire l'altitude de 2 000 mètres, dans un site classé (le Montet) du 5 mai. Les élus de Chamonix n'ont pas pu soumettre à la commission, le 28 avril, le projet de la commune et se sont donc vu refuser le projet de la commune.

Le conseil a dénoncé l'« attitude irrationnelle » de la commission supérieure des sites, qui, le 28 avril, contre le projet des nouvelles remontées mécaniques, a décidé d'interdire l'altitude de 2 000 mètres, dans un site classé (le Montet) du 5 mai. Les élus de Chamonix n'ont pas pu soumettre à la commission, le 28 avril, le projet de la commune et se sont donc vu refuser le projet de la commune.

Le conseil a dénoncé l'« attitude irrationnelle » de la commission supérieure des sites, qui, le 28 avril, contre le projet des nouvelles remontées mécaniques, a décidé d'interdire l'altitude de 2 000 mètres, dans un site classé (le Montet) du 5 mai. Les élus de Chamonix n'ont pas pu soumettre à la commission, le 28 avril, le projet de la commune et se sont donc vu refuser le projet de la commune.

Le conseil a dénoncé l'« attitude irrationnelle » de la commission supérieure des sites, qui, le 28 avril, contre le projet des nouvelles remontées mécaniques, a décidé d'interdire l'altitude de 2 000 mètres, dans un site classé (le Montet) du 5 mai. Les élus de Chamonix n'ont pas pu soumettre à la commission, le 28 avril, le projet de la commune et se sont donc vu refuser le projet de la commune.

Le conseil a dénoncé l'« attitude irrationnelle » de la commission supérieure des sites, qui, le 28 avril, contre le projet des nouvelles remontées mécaniques, a décidé d'interdire l'altitude de 2 000 mètres, dans un site classé (le Montet) du 5 mai. Les élus de Chamonix n'ont pas pu soumettre à la commission, le 28 avril, le projet de la commune et se sont donc vu refuser le projet de la commune.

Le conseil a dénoncé l'« attitude irrationnelle » de la commission supérieure des sites, qui, le 28 avril, contre le projet des nouvelles remontées mécaniques, a décidé d'interdire l'altitude de 2 000 mètres, dans un site classé (le Montet) du 5 mai. Les élus de Chamonix n'ont pas pu soumettre à la commission, le 28 avril, le projet de la commune et se sont donc vu refuser le projet de la commune.

Le conseil a dénoncé l'« attitude irrationnelle » de la commission supérieure des sites, qui, le 28 avril, contre le projet des nouvelles remontées mécaniques, a décidé d'interdire l'altitude de 2 000 mètres, dans un site classé (le Montet) du 5 mai. Les élus de Chamonix n'ont pas pu soumettre à la commission, le 28 avril, le projet de la commune et se sont donc vu refuser le projet de la commune.

Le conseil a dénoncé l'« attitude irrationnelle » de la commission supérieure des sites, qui, le 28 avril, contre le projet des nouvelles remontées mécaniques, a décidé d'interdire l'altitude de 2 000 mètres, dans un site classé (le Montet) du 5 mai. Les élus de Chamonix n'ont pas pu soumettre à la commission, le 28 avril, le projet de la commune et se sont donc vu refuser le projet de la commune.

Le conseil a dénoncé l'« attitude irrationnelle » de la commission supérieure des sites, qui, le 28 avril, contre le projet des nouvelles remontées mécaniques, a décidé d'interdire l'altitude de 2 000 mètres, dans un site classé (le Montet) du 5 mai. Les élus de Chamonix n'ont pas pu soumettre à la commission, le 28 avril, le projet de la commune et se sont donc vu refuser le projet de la commune.

Le conseil a dénoncé l'« attitude irrationnelle » de la commission supérieure des sites, qui, le 28 avril, contre le projet des nouvelles remontées mécaniques, a décidé d'interdire l'altitude de 2 000 mètres, dans un site classé (le Montet) du 5 mai. Les élus de Chamonix n'ont pas pu soumettre à la commission, le 28 avril, le projet de la commune et se sont donc vu refuser le projet de la commune.

Le conseil a dénoncé l'« attitude irrationnelle » de la commission supérieure des sites, qui, le 28 avril, contre le projet des nouvelles remontées mécaniques, a décidé d'interdire l'altitude de 2 000 mètres, dans un site classé (le Montet) du 5 mai. Les élus de Chamonix n'ont pas pu soumettre à la commission, le 28 avril, le projet de la commune et se sont donc vu refuser le projet de la commune.

FAITS ET PROJETS

LAMARÉ VEUT VIVRE

A Lamaré, près de Paris, dans le département de la Seine-et-Marne, une exposition, agréablement commentée par un journaliste, a été organisée par le maire, M. Lamaré, pour le mariage de son fils, M. Lamaré, avec M. Lamaré, le 10 mai 1981.

Une association, composée de jeunes gens, a été créée à Lamaré, le 10 mai 1981, pour le mariage de son fils, M. Lamaré, avec M. Lamaré, le 10 mai 1981.

Le conseil municipal de Lamaré, le 10 mai 1981, a décidé d'interdire l'altitude de 2 000 mètres, dans un site classé (le Montet) du 5 mai. Les élus de Chamonix n'ont pas pu soumettre à la commission, le 28 avril, le projet de la commune et se sont donc vu refuser le projet de la commune.

Le conseil municipal de Lamaré, le 10 mai 1981, a décidé d'interdire l'altitude de 2 000 mètres, dans un site classé (le Montet) du 5 mai. Les élus de Chamonix n'ont pas pu soumettre à la commission, le 28 avril, le projet de la commune et se sont donc vu refuser le projet de la commune.

Le conseil municipal de Lamaré, le 10 mai 1981, a décidé d'interdire l'altitude de 2 000 mètres, dans un site classé (le Montet) du 5 mai. Les élus de Chamonix n'ont pas pu soumettre à la commission, le 28 avril, le projet de la commune et se sont donc vu refuser le projet de la commune.

Le conseil municipal de Lamaré, le 10 mai 1981, a décidé d'interdire l'altitude de 2 000 mètres, dans un site classé (le Montet) du 5 mai. Les élus de Chamonix n'ont pas pu soumettre à la commission, le 28 avril, le projet de la commune et se sont donc vu refuser le projet de la commune.

LA REACTION DES PROFESSIONNELS

Les professionnels de la montagne, le 10 mai 1981, ont décidé d'interdire l'altitude de 2 000 mètres, dans un site classé (le Montet) du 5 mai. Les élus de Chamonix n'ont pas pu soumettre à la commission, le 28 avril, le projet de la commune et se sont donc vu refuser le projet de la commune.

Les professionnels de la montagne, le 10 mai 1981, ont décidé d'interdire l'altitude de 2 000 mètres, dans un site classé (le Montet) du 5 mai. Les élus de Chamonix n'ont pas pu soumettre à la commission, le 28 avril, le projet de la commune et se sont donc vu refuser le projet de la commune.

Les professionnels de la montagne, le 10 mai 1981, ont décidé d'interdire l'altitude de 2 000 mètres, dans un site classé (le Montet) du 5 mai. Les élus de Chamonix n'ont pas pu soumettre à la commission, le 28 avril, le projet de la commune et se sont donc vu refuser le projet de la commune.

Les professionnels de la montagne, le 10 mai 1981, ont décidé d'interdire l'altitude de 2 000 mètres, dans un site classé (le Montet) du 5 mai. Les élus de Chamonix n'ont pas pu soumettre à la commission, le 28 avril, le projet de la commune et se sont donc vu refuser le projet de la commune.

Les professionnels de la montagne, le 10 mai 1981, ont décidé d'interdire l'altitude de 2 000 mètres, dans un site classé (le Montet) du 5 mai. Les élus de Chamonix n'ont pas pu soumettre à la commission, le 28 avril, le projet de la commune et se sont donc vu refuser le projet de la commune.

Les professionnels de la montagne, le 10 mai 1981, ont décidé d'interdire l'altitude de 2 000 mètres, dans un site classé (le Montet) du 5 mai. Les élus de Chamonix n'ont pas pu soumettre à la commission, le 28 avril, le projet de la commune et se sont donc vu refuser le projet de la commune.

BIBLIOGRAPHIE

Rouennais, Haut-Beaujolais, une région oubliée

de notre correspondant

Le conseil municipal de Lamaré, le 10 mai 1981, a décidé d'interdire l'altitude de 2 000 mètres, dans un site classé (le Montet) du 5 mai. Les élus de Chamonix n'ont pas pu soumettre à la commission, le 28 avril, le projet de la commune et se sont donc vu refuser le projet de la commune.

Le conseil municipal de Lamaré, le 10 mai 1981, a décidé d'interdire l'altitude de 2 000 mètres, dans un site classé (le Montet) du 5 mai. Les élus de Chamonix n'ont pas pu soumettre à la commission, le 28 avril, le projet de la commune et se sont donc vu refuser le projet de la commune.

de notre correspondant

Le conseil municipal de Lamaré, le 10 mai 1981, a décidé d'interdire l'altitude de 2 000 mètres, dans un site classé (le Montet) du 5 mai. Les élus de Chamonix n'ont pas pu soumettre à la commission, le 28 avril, le projet de la commune et se sont donc vu refuser le projet de la commune.

Le conseil municipal de Lamaré, le 10 mai 1981, a décidé d'interdire l'altitude de 2 000 mètres, dans un site classé (le Montet) du 5 mai. Les élus de Chamonix n'ont pas pu soumettre à la commission, le 28 avril, le projet de la commune et se sont donc vu refuser le projet de la commune.

Le nouveau président de la S.N.C.F. devrait être désigné en juillet

[illegible][illegible]

... ..

**PARC DES EXPOSITIONS
B.P. 55 GRAND PARC
33030 BORDEAUX CEDEX
TEL. (56) 50.93.15 - TELEX 540365 F**

LES MARCHÉS FINANCIERS

PARIS

13 MAI

Stabilisation du marché et amorce de reprise

Après les deux journées un peu folles, la Bourse commence à retrouver ses esprits et le marché s'est sensiblement repris.

Dès la fin de la transaction, on enregistrera les différents mouvements financiers : ordres de vente dans les changes, ordres d'agents de change et dans les banques, et le début de la séance a été une nouvelle fois retardée à 13 h pour permettre le dépouillement des ordres. Dans le même temps, les spécialistes notaient la présence d'achats de soutien plus moirés que la veille.

Il est difficile, toutefois, de parler de retournement de tendance dans la mesure où les écarts de cours sont à rapprocher, selon les cas, des niveaux de vendredi, très élevés, ou de ceux de mardi, plus faibles. Les titres dont la cotation est la plus basse, les actions de la

1 Les propos rassurants tenus mardi soir aux « Dossiers de l'écran » par M. Pierre Uri, l'un des conseillers économiques du président élu, ont naturellement joué un rôle important (voir p. 26). Suivront ses « conseils », on a, « en toute simplicité », acheté du 7 % 1973 (« réservé » à 7.240 F contre 6.450 F la veille) et des titres « nationalisables » (Poribas et Michelin réservés « à la hausse »).

Ciments Français, Radiotechnique, C.F.A.O., R.I.C. Club Méditerranée, Moët-Hennessy, Pernod-Ricard.

Des lourdes pertes, toutefois, continuent à être enregistrées au fil des compartiments sur Nobel-Bozel, Creuxot-Loire, Revillon, C.C.F., U.C.B., S.A.T. par exemple avec des baisses de 20 % à 22 %.

Sur le marché de l'or, le napoléon cède 1,10 F à 948,90 F tandis que le lingot inscrit un cours de 94,985 F (-1.005 F après une hausse de 3.000 F mardi).

LA VIE DES SOCIÉTÉS

AKZO. - Le groupe chimique néerlandais annonce un bénéfice net en français au premier trimestre 1981 de 29,1 millions de florins contre 29,6 millions pour la période correspondante de 1980. Dans le même temps, le chiffre d'affaires consolidé du groupe a progressé de 9 %, 3,53 milliards de florins, une hausse causée essentiellement due à l'augmentation des prix de vente et au niveau élevé du dollar, auquel profite la société. A la fin mars, le bénéfice net par action ordinaire s'établit à 0,98 florin contre 3,93 pour le trimestre comparable de 1980.

U.T.A. — La banque américaine d'import-export s'est accordée à la compagnie française un prêt de 55,4 millions de dollars ainsi qu'un garantie pour un prêt privé de 21,7 millions pour l'achat de 2 Boeing 747. Ce prêt, dont on ne connaît pas le taux d'intérêt, sera remboursable en 10 ans. L'acquisition de ces deux appareils, livrables respectivement en avril 1983 et avril 1984, représente le montant de 171,6 millions de dollars.

PÉCHENY UGÉNÉ KUELMANN
La société annonce pour le premier trimestre 1981 un chiffre d'affaires consolidé de 9,96 milliards de francs, en diminution de 11,3 % par rapport à la même période correspondante de l'exercice précédent, à structures comparables. P.U.K. précise que cette baisse résulte d'une importante diminution d'activité dans certains secteurs, soulignée par le premier trimestre 1980 qui avait bénéficié de la conjonction particulièrement favorable et du haut niveau élevé de certaines affaires premières comme le cuivre.

INDICES QUOTIDIENS (INDSE, base 100; 31 déc. 1960)		
	11 mai	12 mai
Valeurs étrangères	=	=
Valeurs étrangères	123	121,5
C ^e DES AGENTS DE CHANGE (Base 100; 29 déc. 1961)		
Indice général	109,5	
TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE		
Effets prisés du 12 mai	15 1/2	
COURS DU DOLLAR A TOKYO		
	13/5	14/5
1 dollar (en yen)	218,0	219,35

NEW-YORK

Légère reprise

Après la forte baisse qui l'avait effleuré en début de semaine, Wall Street s'est légèrement redressé mardi à la fin de la séance, marquée néanmoins par une tendance assez irrégulière : l'indice des industrielles enregistrait une modeste hausse de 38 points à 970,82.

Sur 1.914 valeurs traitées, 807 ont augmenté, 692 ont encore fléchi et 415 n'ont pas varié.

Faible la veille, l'activité a un peu augmenté et 40,44 millions de titres ont été échangés contre 37,64 millions précédemment.

Cette reprise a revêtu, de l'avis des spécialistes, un caractère assez technique, avec les rachats opérés par de nombreux vendeurs à découvert. D'autre part, la crainte d'une nouvelle tension des taux d'intérêt reste vive autour du Board, où l'on attend de connaître les dernières statistiques concernant l'évolution de la masse monétaire pour se faire une idée plus précise de l'inflation. La prudence reste donc d'actualité et nul ne s'aventure à pronostiquer l'orientation que le marché prendra ces prochains jours.

VALEURS		
	Cours 11 mai	Cours 12 mai
Indice C.A.C. 40	31	31 1/4
Indice I.C. 100	36 7/8	37 1/8
Indice I.C. 200	37 1/8	37 1/2
Indice I.C. 300	27 1/8	27 1/2
Indice I.C. 400	48 7/8	48 1/2
Indice I.C. 500	54	54 1/2
Indice I.C. 600	21 1/2	21 3/4
Indice I.C. 700	83 1/8	83 1/4
Indice I.C. 800	32	32 1/2
Indice I.C. 900	82 1/4	82 1/2
Indice I.C. 1000	54 1/4	54 1/2
Indice I.C. 1100	33	33 1/2
Indice I.C. 1200	58 1/2	58 1/4
Indice I.C. 1300	80 1/2	80 1/4
Indice I.C. 1400	87 1/2	87 1/4
Indice I.C. 1500	87 1/2	87 1/4
Indice I.C. 1600	25 1/4	25 1/2
Indice I.C. 1700	24	24 1/2
Indice I.C. 1800	54 3/4	54 1/2
Indice I.C. 1900	23 1/2	23 1/4
Indice I.C. 2000	27 1/2	27 1/4
Indice I.C. 2100	16 1/8	16 1/4

[illegible]

BOURSE DE PARIS 13 MAI COMPTANT

[illegible]

MARCHÉ A TERME

Compte tenu de la brièveté du délai qui nous est imparti pour publier le cote complète dans nos dernières éditions, des erreurs peuvent parfois figurer dans les cotes. Elles sont corrigées dès le lendemain, dans la première édition.

La Chambre syndicale a décidé, à titre exceptionnel, de prolonger, après le clôture, la cotation des valeurs ayant été l'objet de transactions entre 14 h 15 et 14 h 30. Pour cette raison, nous ne pouvons plus garantir l'exactitude des derniers cours de l'après-midi.

[illegible]

